

UNICEF NIAMEY (NIGER)
Attention: Supply & Logistics Unit
2, Rue des Oasis, Niamey
NIAMEY/NIGER

DATE DE PUBLICATION : **10 Aout 2021**

AVIS DE DEMANDE DE PROPOSITION

LRFP-2021-9165898- ETUDE SUR L'EMPLOI DES JEUNES PAR LE SECTEUR PRIVE DE LA REGION DE DIFFA-**REPUBLICATION**

Objet : **Prolongation du délai de dépôt d'offres.**

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) au NIGER invite, par la présente, les soumissionnaires intéressés à présenter leurs propositions d'offres de services sous pli fermé pour le « **RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'ANALYSE DE L'EMPLOYABILITE OU DE LA REINSERTION ECONOMIQUE DES JEUNES PAR LE SECTEUR PRIVE DE LA REGION DE DIFFA** »

Le dossier complet peut être retiré pendant les jours ouvrables de 8H00 à 17H30, à l'adresse email : nigerbid@unicef.org pendant les jours ouvrables.

Il s'agit d'une republication d'un appel d'offres ouvert aux prestataires de services locaux ou bureaux d'études ayant une expérience avérée dans le domaine de recherche et d'évaluation.

IMPORTANT - INFORMATION ESSENTIELLE

(L'offre ne sera considérée que si le numéro de l'appel d'offres figure dans le mail de soumission) ou sur l'enveloppe contenant les 02 offres techniques et financières

Dans toute correspondance rappeler la référence :

LRFP-2021-9165898- ETUDE SUR L'EMPLOI DES JEUNES PAR LE SECTEUR PRIVE DE LA REGION DE DIFFA

Les offres physiques devront être déposées au bureau UNICEF Niamey à l'adresse indiquée ci haut **le Jedi 16 Septembre 2021 à 10h00'** (heure de Niamey) ; ou par Email aux adresses suivantes :

- nigerbidtech@unicef.org : pour l'offre technique
- NIG-etenders@unicef.org : pour l'offre financière

En raison des conditions liées à la pandémie COVID-19, il n'est pas prévu d'ouverture publique des offres

Toute demande d'information ou de clarification au document d'appel d'offres peut être obtenue à l'adresse suivante : nigerbid@unicef.org

1. Le dossier de Soumission comprend les documents suivants :
 - i. Le présent avis de demande de proposition
 - ii. Le Règlement particulier de la Demande de Proposition
 - iii. Les Annexes
 - Les Termes de références de la prestation
 - Les Lettres de soumission (technique et financière)
 - Les Conditions Générales des Contrats de l'UNICEF (Services)

HONORINE NIYOMANA 10.08.2021
Honorine Niyomana
Supply & Logistics Manager OIC

I. FORMULAIRE DE PROPOSITION

Ce formulaire de PROPOSITION doit être rempli et signé, puis retourné à l'UNICEF. La proposition doit être faite conformément aux instructions figurant dans cette demande.

MODALITÉS ET CONDITIONS DE CONTRAT

Tout contrat résultant de cette requête doit contenir les **Termes et Conditions Générales de l'UNICEF (Voir Annexe n°6)**.

INFORMATION

Toute demande de renseignements au sujet de cette demande doit être transmise par e-mail à : nigerbid@unicef.org. L'intitulé de l'email devra mentionner la référence de l'appel d'offre « **LRFP-2021-9165898- ETUDE SUR L'EMPLOI DES JEUNES PAR LE SECTEUR PRIVE DE LA REGION DE DIFFA** »

PROPOSITION

Le soussigné, après avoir lu les Termes et Conditions de l'UNICEF figurant dans le document à la présente demande de proposition, **LRFP-2021-9165898**, s'engage à exécuter les services spécifiés dans le présent document.

Signature :

Date :

Nom & Titre :

Société :

Adresse postale :

N° Tél / Cell :

Fax :

E-mail :

Validité de l'offre :

Monnaie de l'offre :

Délai d'exécution :

Délai de démarrage à partir de la signature du contrat :

Ce formulaire signé doit être soumis dans le cadre de la proposition technique.

II. PROCÉDURES DE LA DEMANDE DE PROPOSITION

1. MARQUAGE ET RETOUR DES PROPOSITIONS

- a. Les soumissions électroniques par email
- b. Les soumissions électroniques sur clés USB
- c. Les soumissions sur papier (pas encouragé)

Les propositions doivent être clairement marquées du numéro de la Demande de Proposition et doivent parvenir au bureau de l'UNICEF au plus tard à la date et l'heure indiquées.

- a. **Les soumissions électroniques**, comprenant :
 - Une offre technique en fichier de 3 MB maximum, indiquera en objet du courriel : « **LRFP-2021-9165898- ETUDE SUR L'EMPLOI DES JEUNES PAR LE SECTEUR PRIVE DE LA REGION DE DIFFA** » - OFFRE TECHNIQUE. A envoyer à l'adresse email : nigerbid@unicef.org
 - Une offre financière en fichier de 3 MB maximum, indiquera en objet du courriel : « **LRFP-2021-9165898- ETUDE SUR L'EMPLOI DES JEUNES PAR LE SECTEUR PRIVE DE LA REGION DE DIFFA** » - OFFRE FINANCIERE. A envoyer à l'adresse email : NIG-etenders@unicef.org;

- b. **Les soumissions physiques**, comprenant :

Toutes les propositions physiques devront être soumises de la manière suivante :

- Enveloppe extérieure portant les mentions suivantes (Sans le Nom de l'entreprise) :
LRFP-2021-9165898- ETUDE SUR L'EMPLOI DES JEUNES PAR LE SECTEUR PRIVE DE LA REGION DE DIFFA
- Enveloppe intérieure 1 portant les mentions : **Proposition Technique** : Nom de l'entreprise,
LRFP-2021-9165898- ETUDE SUR L'EMPLOI DES JEUNES PAR LE SECTEUR PRIVE DE LA REGION DE DIFFA
- Enveloppe intérieure 2 portant les mentions suivantes : **Proposition Financière** : Nom de l'entreprise,
LRFP-2021-9165898- ETUDE SUR L'EMPLOI DES JEUNES PAR LE SECTEUR PRIVE DE LA REGION DE DIFFA

Les deux enveloppes intérieures 1 et 2 contenant les propositions techniques et financière devront être placées dans des enveloppes **scellées, séparées et insérées** dans l'enveloppe extérieure.

Un Comité ad hoc ouvrira les propositions techniques à l'heure indiquée. Aucune offre reçue par la suite ne sera prise en considération. L'UNICEF n'acceptera aucune responsabilité pour l'ouverture prématurée d'une offre mal dirigée ou d'une offre non identifiée correctement.

Les propositions reçues de toute autre manière et/ ou les propositions déposées après le délai mentionné seront invalidées.

2. PREPARATION DE L'OFFRE

a) Langue de l'offre

L'offre du soumissionnaire ainsi que toute correspondance et tous documents concernant la soumission, échangés entre le soumissionnaire et l'UNICEF seront rédigés en français.

b) Documents constituant l'offre

L'offre présentée par le Soumissionnaire comprendra les documents ci-dessous mentionnés.

I. Documents administratifs

- i. La copie certifiée conforme du Certificat d'Inscription au registre de Commerce et de Crédit Mobilier
- ii. La copie certifiée conforme de l'Attestation de Régularité Fiscale datant de moins de trois (3) mois
- iii. La copie certifiée conforme du Certificat de non-faillite, non liquidation judiciaire, non cessation de paiement datant de moins de trois (3) mois
- iv. La copie certifiée conforme du Certificat que l'entreprise est à jour au regard de la réglementation du travail et de la sécurité sociale

NB : Toute offre ne comportant pas l'ensemble des pièces administratives ci-dessus sera rejetée. Veuillez noter les numéros de lots auxquels vous aviez soumissionné sur lettre de soumission.

De plus, le Soumissionnaire fournira :

- Numéro UNGM en s'enregistrant gratuitement sur le site de UNGM (United Nations Global Market) par le lien suivant : <https://www.ungm.org/Account/Registration>

De plus, le Soumissionnaire fournira :

- Les bilans financiers certifiés de 2019 et 2020

II. Documents constituant l'offre technique

Le soumissionnaire devra fournir suffisamment d'informations dans la proposition visant à démontrer la conformité avec l'exigence fixée dans chaque section de la présente demande en **Annexe n° 1 (Termes de référence)**. La proposition doit inclure au minimum :

- i. Les références techniques du soumissionnaire (et, en cas de groupement, pour chacun des membres). Ces références comprendront une description ou une présentation de l'expérience acquise au cours des 5 dernières années dans le domaine de forage, ou toute autre domaine pertinent.

Le soumissionnaire joindra toute documentation utile appuyant son expérience ainsi que les chiffres d'affaires dans les prestations similaires (et en cas de

groupement, pour chaque membre) et les engagements contractuels en voie de réalisation.

- ii. Une note technique détaillée sur l'organisation de la mission tout en mettant l'accent sur le respect de délai et les modalités de mise en œuvre de la prestation. La méthodologie et le planning de réalisation, qui traduit clairement l'efficacité de l'organisation que le soumissionnaire compte mettre en place pour la prestation.
- iii. La liste et les qualifications du personnel d'encadrement proposé aux différents postes tant sur le terrain qu'au siège (organigramme)

Pour chaque membre du personnel d'encadrement, il sera fourni un Curriculum Vitæ détaillé (avec les copies légalisées des diplômes), daté et signé par le titulaire et comportant notamment une description) :

- De la formation (avec les noms des institutions de formation, les diplômes obtenus et les dates d'obtention) ;
- De l'expérience et de la qualification (avec mention des postes occupés, des employeurs, des dates).

NB : Aucune mention du cout de la prestation ne doit apparaitre dans la proposition technique

III. Documents constituant l'offre financière

- La lettre de soumission financière selon le modèle joint en annexe.
- Fournir une fiche des coordonnées bancaires du soumissionnaire (cette fiche devra reprendre le nom et l'adresse de la Banque, le nom du titulaire et celui du représentant habilité, la signature et le cachet de l'entreprise).

3. VALIDITE

Les propositions restent valables pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de clôture de dépôt des propositions.

Cependant, l'UNICEF peut, avant l'expiration de ce délai, demander aux soumissionnaires retenus de proroger la durée de validité pour une durée additionnelle déterminée. La demande et les réponses doivent être faites par écrit.

4. AUCUNE LETTRE DE CREDIT OU PAIEMENT A L'AVANCE

Les règles et procédures financières de l'UNICEF interdisent le paiement en avance pour tout service, sauf dans des circonstances particulières.

5. CHANGEMENTS ET/OU MODIFICATIONS

Toutes les demandes de changements ou modifications à la demande de proposition ou les demandes d'éclaircissements doivent être soumises par e-mail à l'adresse suivante :

nigerbid@unicef.org

L'UNICEF répondra à toute demande d'éclaircissement reçue au moins cinq (5) jours avant la date limite de dépôt des offres. Dans le même temps, une copie de la réponse sera adressée à tous les candidats qui auront retiré le dossier d'appel d'offres ; cette copie indique la question posée sans mentionner le nom de son auteur.

Jusqu'à quinze (15) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, l'UNICEF peut modifier les documents d'appel d'offres en publiant des additifs.

Tout additif publié fera partie intégrante des documents d'appel d'offres et sera communiqué par écrit à tout soumissionnaire qui a retiré le dossier d'appel d'offres. En cas d'additif, l'UNICEF pourra reporter autant que nécessaire, la date limite de remise des offres afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour préparer leurs offres.

6. MODIFICATION, SUBSTITUTION ET RETRAIT DES OFFRES

Le soumissionnaire peut modifier ou retirer son offre après l'avoir présentée, sous réserve que l'UNICEF reçoive une notification écrite de la modification ou du retrait avant les dates et heure limites de dépôt des offres. Aucune offre ne peut être modifiée par le soumissionnaire après les dates et heure limites de remise des soumissions.

La notification de modification ou substitution de l'offre par le Soumissionnaire sera rédigée, cachetée, marquée et remise conformément aux dispositions de marquage ci-dessus, les enveloppes extérieure et intérieure portant en plus la mention **"MODIFICATION"** ou **"SUBSTITUTION"**, selon le cas.

7. RÉFÉRENCES

Le soumissionnaire est prié de fournir le nom d'au moins cinq (5) clients, pour lesquels il a fourni le même type de services au cours des trois dernières années. L'UNICEF se réserve le droit de prendre contact avec ces références, sans en aviser le soumissionnaire.

8. GROUPEMENT DES SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE

Les entreprises sont autorisées à s'associer sous forme de groupement solidaire. Les offres présentées par un groupement d'entreprises doivent satisfaire les conditions suivantes :

- Le dossier de soumission doit inclure tous les renseignements relatifs à chacune des entreprises concernées ;
- Un des membres du groupement doit être désigné comme mandataire commun du groupement; ce mandataire sera habilité à représenter le groupement et à recevoir les instructions pour le compte et au nom de chacun des membres du groupement;
- Tous les membres du groupement doivent être responsables conjointement et solidairement de l'exécution du Marché à passer ;
- Une copie de l'accord de groupement conclu entre les membres du groupement doit être jointe à l'offre. Cet acte d'accord devra désigner le mandataire commun au groupement.

Chaque soumissionnaire est autorisé à confier, avec l'accord de l'UNICEF, l'exécution d'une partie (au maximum 40%) des prestations à un (ou plusieurs) sous-traitant(s); la sous-traitance intégrale des travaux est interdite.

En cas de sous-traitance, le soumissionnaire doit indiquer clairement la proportion et le coût des prestations qu'il entend sous-traiter.

La valeur totale des prestations confiées à un ou plusieurs sous-traitants ne devra pas dépasser 40% du montant du marché.

9. OUVERTURE DES OFFRES / PROPOSITIONS

Seules les propositions techniques seront ouvertes, en interne en 1^{er} lieu.

Après l'ouverture publique, l'UNICEF procédera dans un premier temps à l'évaluation des propositions techniques suivant les critères définis. Ne seront prises en compte pour évaluation finale que les offres financières des propositions techniques jugées conformes selon les critères d'évaluation repris ci-dessous.

L'UNICEF mettra en place une équipe d'évaluation composée du personnel technique de l'UNICEF qui soumettra une recommandation au Comité interne de revue des contrats de l'UNICEF, pour délibération. L'équipe chargée de l'évaluation tiendra compte du respect des conditions prévues dans la demande de proposition. Les réponses qui ne répondront pas à ces conditions seront jugées non conformes, seront rejetées à ce stade et ne seront plus considérées.

10. ERREURS DE CALCUL

A condition qu'une soumission soit essentiellement conforme, l'UNICEF corrigera les erreurs de calcul de la manière suivante :

a) en cas de divergence entre le prix unitaire et le total du poste concerné, obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire prévaudra et le total du poste sera corrigé ;

b) en cas d'erreur dans le calcul d'un total correspondant à l'addition ou à la soustraction de sous-totaux, les sous-totaux prévaudront et le total sera corrigé ;

c) en cas de divergence entre les montants en lettres et en chiffres, le montant en lettres prévaudra, sauf s'il est lié à une erreur de calcul, auquel cas le montant en chiffres prévaudra, sous réserve de ce qui précède.

Si le soumissionnaire n'accepte pas une correction d'erreur à laquelle l'UNICEF aura procédé, sa soumission sera rejetée.

11. DROITS DE L'UNICEF

L'UNICEF se réserve le droit d'accepter toute proposition, en tout ou en partie, ou, de rejeter toutes les propositions. L'UNICEF se réserve également le droit de négocier avec le soumissionnaire qui a présenté la meilleure proposition. L'UNICEF ne peut être tenu responsable de tout coût encouru par le soumissionnaire pour préparer la réponse à cette demande de proposition. Le soumissionnaire s'engage à être lié par la décision de l'UNICEF comme la question de savoir si sa proposition répond aux exigences énoncées dans la présente demande de proposition. L'UNICEF se réserve le droit d'attribuer l'accord à un ou plusieurs soumissionnaires.

12. STRUCTURE DU CONTRACTANT

Le soumissionnaire déclare et garantit qu'il a le personnel, l'expérience, les qualifications, les installations, les ressources financières et toutes les autres compétences et ressources nécessaires pour s'acquitter de ses obligations en vertu de tout contrat.

13. PROPRIETE DE L'UNICEF

Les propositions et les réponses fournies dans le cadre de cette demande de proposition sont considérées comme la propriété de l'UNICEF. Tous les documents présentés en réponse à cette demande doivent rester avec l'UNICEF.

14. PENALITE DE RETARD

Si le contractant n'arrive pas à terminer le travail dans les délais convenus dans le contrat, des pénalités seront appliquées par l'UNICEF en déduisant 0.05% par jour de retard jusqu'à concurrence de 10% de la valeur totale du contrat.

Le paiement ou la déduction de tels dommages ne dispensera pas le contractant de ses obligations ou responsabilités relatives au contrat.






15. COMPTE BANCAIRE

Les soumissionnaires sont priés d'indiquer toutes les références bancaires nécessaires pour le paiement des factures.

Intitulé du compte RME :
ou Compte à l'extérieur*(biffer la mention inutile)
Nom de la Banque :
N° compte bancaire :
Adresse Banque :

IV. CRITÈRES D'ÉVALUATION

Critères		Max Points
EXPERIENCE GENERALE DU CABINET ET DU PERSONNEL CLE PROPOSE POUR LA MISSION		
1	Expérience avérée au Niger au cours des 5 dernières années sur le sujet de la consultation.	6
2	Capacité de l'équipe d'enquêteurs à gérer la tâche de collecte en langues locales – CV à fournir	15
3	Un minimum de 5 ans d'expertise avérée pour le consultant en chef et ses 2 assistants en méthodes qualitatives et quantitatives dans la conduite d'une étude (conception du questionnaire, équipe forte et expérimentée pour mener les entretiens, analyse des données). <i>CV à fournir auparavant</i>	15
4	Expertise avérée avec d'excellentes capacités de rédaction de rapports et d'analyse / Rapports précédents à soumettre avec la proposition en pdf <i>Maximum de 5 points par service (discussions de groupe, entretiens avec des informateurs clés et visites programmatiques) – preuve des rapports à fournir</i> <i>Rapports d'études, contrats antérieurs accomplis et/ou attestations délivrées par les commanditaires</i>	12

7	Qualité de la proposition technique :  Compréhension de la mission ;  Cohérence de la proposition ;  Démarche méthodologique (qualitative # quantitative);  Pertinence du chronogramme proposé ;  Qualité des supports/outils de collecte	32
TOTAL TECHNICAL SCORE		80

1. Proposition technique :

Le dossier du soumissionnaire devra comprendre une offre technique et une offre financière notées respectivement sur 80 et 20.

L'offre financière devra intégrer tous les coûts relatifs à la bonne réalisation de la mission.

Pour que la proposition soit considérée comme techniquement valable, le soumissionnaire doit atteindre un score minimum de 60 points sur 80. Les propositions qui ne répondent pas à la note minimale seront considérées comme techniquement non conformes et ne seront pas prises en considération pour l'ouverture financière. En outre, la clarté et l'exhaustivité de la présentation seront prises en compte dans l'évaluation.

NB : Toute note technique en dessous de 60 est éliminatoire. L'analyse de l'offre financière ne se fera donc que pour les offres techniques supérieures ou égales à 60/80.

2. Proposition financière : La structure des prix

Les propositions financières doivent être ventilées pour chaque composante sur la base d'une estimation du temps alloué qui doit être indiqué (voir exemple en annexe).

Le nombre total de points alloués pour la proposition financière est de 30. Le nombre maximum de points sera attribué à l'offre la plus basse. Toutes les autres propositions financières recevront des points en proportion inverse au devis le plus bas.

Par Exemple:

$$\text{Point pour le devis X} = \frac{20 \text{ points} * \text{Devis le plus bas}}{\text{Devis X}}$$

ATTRIBUTION DU MARCHÉ :

Note finale : le prestataire ayant l'offre le mieux disant (Total offre technique + total offre financière) se verra attribuer le marché

TABLEAU DES COUTS : Modèle de présentation de l'offre financière.

Description de l'activité / de l'élément	Unité	Cout Unitaire	Quantité	Nbre de jrs	Coût total	Commentaires/ Explications
Coût total en FCFA						
1. Ressources humaines proposées : (Personnel de conception et superviseurs de terrain)						
1.1 Consultant principal	Personne/jr		1	45		
1.2 deux Consultants Assistants	Personnes/jr		2	45		
1.3 les enquêteurs/Superviseurs	Personne/mois		12	10		
Sous total 1:						
2. Autres charges (frais de voyage, réunion, véhicule, carburant etc.)						
2.1 Véhicule de location transport des enquêteurs/superviseurs	Véhicule		3	12		Un véhicule pour 4 communes
2.2 Carburant Suivi terrain (20 litres au 100km)	Forfait moyen/commune		3	1		
Sous total 2 :						
Total général						

AVERTISSEMENT

Le présent appel à propositions requiert des soumissionnaires, du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage, et de toute autre personne intervenant dans le processus de passation du marché y afférant, l'observation scrupuleuse des normes d'éthique quant à la « corruption » et aux « manœuvres frauduleuses » lors de la passation et de l'exécution dudit marché. À cet effet, les définitions suivantes conviennent d'être précisées :

- **« Corruption »** signifie le fait d'offrir, de donner, d'agréer ou de solliciter toute chose ayant une valeur dans le but d'influencer l'action d'un responsable dans le processus de passation et d'exécution du marché ;
- **« Manœuvres frauduleuses »** signifient une présentation inexacte des faits dans le but d'influencer le processus de passation ou d'exécution du marché au détriment du maître de l'ouvrage et incluent la collusion entre soumissionnaires en vue de fausser le principe de la libre concurrence.

La Commission d'ouverture et d'évaluation des offres rejettera toute offre contenant des informations inexacts ou fallacieuses fournies par le soumissionnaire et éliminera sans recours tout candidat usant de pratiques irrégulières dans le processus de passation du présent marché.

LISTE RECAPITULATIVE DES ANNEXES

ANNEXE 1.	TERMES DE REFERENCE
ANNEXE 2.	LETTRES DE SOUMISSION
ANNEXE 3.	TERMES ET CONDITIONS GENERALES DE L'UNICEF

ANNEXE 1

UNICEF NIGER

TERMES DE REFERENCE

RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'ANALYSE DE L'EMPLOYABILITE OU DE LA REINSERTION ECONOMIQUE DES JEUNES PAR LE SECTEUR PRIVE DE LA REGION DE DIFFA

Contexte

Le Niger est un pays enclavé de 1,267,000 km² situé dans la zone saharo-sahélienne. Sa population se caractérise par des statistiques démographiques élevées, avec un taux de croissance de 3,81%, le plus élevé de la sous-région voire du monde, un indice synthétique de fécondité de 7,9 enfants par femme et 66% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. Le taux d'urbanisation de ce pays essentiellement rural et agricole n'était que de 16.2% en 2012, avec pour principale ville la capitale Niamey (1,026,848 habitants en 2012 et 1,565,056 estimés en 2018).

Au Niger, de nombreuses parties du nord du pays sont peu habitables (estimation, 66%), avec pour effet une forte concentration de la population dans ses parties sud et sud-ouest. Cette situation se traduit par une très forte pression foncière qui constitue une menace en matière de disponibilité de terres cultivables, accentuée par les aléas pluviométriques et la dégradation des ressources naturelles sous l'effet du changement climatique.

A cet égard, le devenir du Niger et sa capacité à réduire durablement la pauvreté, en particulier au sein des couches, les plus vulnérables, repose pour l'essentiel sur sa capacité à inclure et à faire participer les jeunes et les femmes à son processus de développement. En effet, les jeunes, femmes et les hommes, de moins de 35 ans au Niger, représentent actuellement plus des deux tiers (2/3) de la population. Pourtant, ces derniers sont majoritairement exclus des processus de prise de décision politiques, ou économiques. Le chômage et le sous-emploi frappent durement les jeunes qu'ils soient diplômés ou non.

La faible employabilité de ces catégories sociales s'explique notamment en raison de l'inadéquation entre l'offre de formation professionnelle et les compétences recherchées par les employeurs. De plus, même durant les années où notre pays a connu une hausse de son taux de croissance économique, cette croissance est restée peu inclusive : elle n'a pas permis de créer suffisamment d'emplois, en volume et en qualité, pour contribuer à la résorption du sous-emploi ou du chômage ainsi qu'à une meilleure distribution des revenus.

Par ailleurs, les jeunes filles et garçons sont nombreux à arriver sur le marché du travail sans formation et sans qualification professionnelle rendant, du coup, leur insertion sociale et économique difficile voire impossible. A cette conjoncture viennent s'ajouter des défis sécuritaires importants caractérisés par des attaques des groupes armés terroristes à Diffa sans occulter l'épineuse question de chômage, de sous-emploi, de migration et la faiblesse de la culture entrepreneuriale chez les jeunes et les femmes toute chose qui vient complexifier l'inclusion des jeunes dans le processus du développement local et national.

1.2. Contexte Spécifique

La Cellule d'Analyse des Politiques Publiques et d'Evaluation de l'Action Gouvernementale (CAPEG), a initié en 2018, une étude participative des jeunesses et analyse de l'efficacité des politiques en matière d'appui à la jeunesse et à l'emploi des jeunes au Niger avec l'appui technique et financier de plusieurs organismes dont notamment l'Unicef.

L'objectif de cette étude était de contribuer à l'amélioration de l'efficacité des politiques publiques en matière d'appui à la jeunesse afin d'accroître leur participation au développement économique et social durable du Niger dans le cadre de la mise en œuvre du PDES 2017-2021 et de la SDDCI Niger 2035. Il s'agissait concrètement de produire des connaissances permettant de mieux comprendre les dynamiques d'exclusion et d'inclusion sociale et économique affectant différents groupes de jeunes et de contribuer à la mise en place d'interventions publiques en matière d'insertion socio-économique et professionnelles des jeunes favorisant l'inclusion et l'équité parmi les jeunes.

Au plan méthodologique, l'étude comportait les étapes suivantes : (i) une cartographie des jeunes et des parties prenantes liées aux jeunes au Niger, (ii) une analyse rétrospective de l'efficacité des programmes sur l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes (sur les dix dernières années), (iii) des consultations nationales auprès des jeunes et des parties prenantes liées aux jeunes, (iv) un atelier d'analyse et de synthèse, (v) et un forum national (Regards croisés).

La CAPEG a été appuyée par l'USAID et la Banque Mondiale concernant l'analyse rétrospective de l'efficacité des programmes sur l'emploi des jeunes, par l'UNICEF concernant la cartographie des jeunes au Niger et les consultations nationales des jeunes et des parties prenantes, et par l'ensemble des partenaires associés (USAID, Banque Mondiale, UNICEF, UNFPA, PNUD) concernant le Forum national.

Aussi, pour des raisons liées aux contraintes des agendas électoraux en perspective, le processus engagé avec l'appui de la CAPEG est suspendu pour prioriser la réalisation d'une étude qui permettra de disposer de données et informations utiles qui aideront à l'opérationnalisation de la feuille de route « Paroles de Jeunes ».

Il faut rappeler que la région de Diffa est particulièrement affectée par les attaques de GANE (Groupes Armés Non Etatique) depuis le Nigéria. Les jeunes sont confrontés à de nombreux défis existentiels et sont souvent exclus des sphères de décisions, leurs besoins sont peu pris en compte dans les plans d'action et politiques communautaires du fait souvent des traditions patriarcales. Marginalisés, ils sont dès lors susceptibles d'être enrôlés dans des groupes armés ou de s'engager dans des activités illicites.

De nombreux jeunes vivants dans la précarité sociale et économique induites par l'aggravation de la pauvreté, les crises humanitaires et sécuritaire se tournent vers la criminalité et les GANes comme alternative. Il est fondamental, dans ce contexte, de développer un axe stratégique particulier pour l'agenda des jeunes pour contribuer à la résolution de la crise. Il est primordial d'œuvrer pour bâtir une alternative positive et créer les conditions de développement et d'espoir pour ces jeunes. En bâtissant sur la Feuille de Route pour la mise en œuvre des résultats de l'étude participative sur les aspirations des jeunes et l'efficacité des politiques publiques en matière de jeunesse au Niger, il est possible de contribuer à améliorer leurs conditions de vie et faire d'eux des alliés pour la solution et non une partie du problème.

Le Gouvernorat de la région de Diffa, en collaboration avec le Conseil Régional et les élus locaux, (maires, parlementaires) et avec l'accompagnement techniques des directions régionales (DRJS, DRDC, DRFPET, DRPE, et...) et des PTF (UNICEF, PAM, UNHCR, UNDP, OIM, UNFPA, ...) ambitionne de concrétiser la mise en œuvre de cette feuille de route nationale pour lancer un agenda ambitieux pour les jeunes de Diffa. Cet agenda, qui se veut participatif et inclusive, passera par la tenue d'un Forum Régional des jeunes de Diffa pour discuter des modalités de déclinaison de la feuille de route nationale, élaborer un Plan Régional Intégré pour les Jeunes (PRIJ) et établir un cadre de redevabilité des parties prenantes pour l'exécution effective de ce plan. Autant que possible, le PRIJ essaiera de fédérer les projets/programmes du Gouvernement et des PTF visant les jeunes de la région et envisagera d'exploiter les opportunités offertes par le secteur privé. C'est dans ce cadre que Le Gouvernorat et la DRJS, avec l'appui technique et financier de l'UNICEF, envisage de faire 3 cartographies/mapping approfondies, comme préalable à la tenue du forum. Ces 3 mapping porteront sur:

- i. L'identification et l'implication des associations des jeunes de Diffa dans le but de s'assurer du caractère inclusif de la démarche globale de façon à pouvoir atteindre des associations informelles, des groupes marginalisés ou vulnérables (association de filles, association d'handicapés, réfugiés, retournés, ...) ;
- ii. L'analyse de l'employabilité ou de la réinsertion économique des jeunes par le secteur privé de la région de Diffa, dans l'intention d'exploiter les opportunités d'emploi pour les jeunes dans le cadre de l'élaboration du PARIJ ;
- iii. L'analyse des contributions ou projets spécifiques du Gouvernement et des PTF pour les jeunes, dans le but de faciliter la prise en compte de ces projets dans le PRIJ.

Les présents Termes De Référence (TDR) l'analyse de l'employabilité ou de la réinsertion économique des jeunes par le secteur privé de la région de Diffa - sont définis aux fins de recruter un cabinet pour la réalisation d'une étude sur : « **analyse de l'insertion socioprofessionnelle et de l'emploi des jeunes par le secteur privé à Diffa** ».

Objectifs :

Objectif Général

Analyser l'employabilité des jeunes et le processus de leur insertion socioéconomique par le secteur privé dans les 12 communes de la région de Diffa.

2.2 Objectifs spécifiques

- 1) Faire le mapping des différentes catégories d'opérateurs privés œuvrant dans la région de Diffa ;
- 2) Analyser l'intérêt du secteur privé dans l'emploi des jeunes filles et garçons de Diffa, y compris la réinsertion professionnelle des jeunes sorties des GANes ;
- 3) Analyser les besoins de compétences couverts et non-couverts auprès des opérateurs privés de Diffa ;
- 4) Analyser les perceptions des jeunes sur leur emploi par le secteur privé pour l'opérationnalisation de leurs attentes ;
- 5) Analyser les mécanismes de recrutement des jeunes ainsi que les possibilités de professionnalisation par le secteur privé ;
- 6) Analyser l'attractivité du marché de l'emploi pour les jeunes dans la perspective d'établir l'adéquation entre les aspirations des jeunes et l'offre d'emploi ou les opportunités d'auto-emploi ;
- 7) Analyser l'inclusivité du marché de l'emploi des jeunes pour identifier d'éventuelles barrières non-professionnelles à l'emploi pouvant être liées à l'ethnie, à la religion, au sexe, au statut de déplacés forcés, ou à tout autre statut socioéconomique du jeune dans la perspective d'explorer les facteurs d'exclusion potentiellement néfastes à la cohésion sociale.

2.3 Résultats attendus

- 1) Le Mapping des différentes catégories des secteurs privés est réalisé ;
- 2) L'apport du secteur dans l'emploi des jeunes filles et garçons de Diffa y compris la réinsertion professionnelle des jeunes sorties des GANes est analysé ;
- 3) Les besoins en termes d'emploi couverts et non couverts auprès des opérateurs privés de Diffa sont établis ;
- 4) Les attentes et perceptions des jeunes pour leur emploi par le secteur privé sont clairement définies :
 - a. Analyser les mécanismes de recrutement des jeunes ainsi que les possibilités de professionnalisation par le secteur privé ;
 - b. Analyser l'attractivité du marché de l'emploi pour les jeunes dans la perspective d'établir l'adéquation entre les aspirations des jeunes et l'offre d'emploi ou les opportunités d'auto-emploi ;
- 5) Les mécanismes de recrutement des jeunes et des possibilités de professionnalisation ou structuration sont analysés.
- 6) Des barrières non-professionnelles à l'emploi des jeunes – potentiels facteurs d'exclusion des jeunes - sont identifiées et analysées ;

2.4 Méthodologie

La démarche méthodologique consistera à faire une revue documentaire, des interviews et des focus groupes. Le caractère inclusif de la démarche sera garanti par la prise en compte des groupes marginalisés, y compris les filles/garçons déscolarisés/non scolarisés, jeunes en situation de handicap, jeunes repentis, les déplacés (internes, réfugiés, retournés, ...). Au niveau des opérateurs privés, le secteur informel (petit éleveur, agriculteur, pêcheur, commerçants, groupements d'intérêt de femme, ...) sera particulièrement exploré pour tirer profit des opportunités d'emploi ou d'auto-emploi dans cet environnement peu connu et insuffisamment valorisé ou exploité.

Les propositions d'échantillonnage et de maillage géographique devront être faites par le cabinet des consultants en clarifiant les approches permettant de s'assurer du caractère inclusif et participatif de la méthodologie pour les opérateurs privées à considérer que les jeunes à cibler. La démarche ainsi envisagée, s'emploiera à explorer les facteurs d'exclusion dans l'accès au marché de l'emploi pour les jeunes et leurs impacts sur la cohésion sociale.

2.5 La Revue Documentaire

Consistera en une collecte de document (études/enquêtes, évaluation, documents de projets/programme, stratégies, plan d'action des communes et/ou du conseil régional, volets sociaux et d'atténuation des impacts des industries extractive, etc.) Relatifs au sujet traite. Les documents seront collectes auprès de la Direction Régionale du Commerce, des PTF, des syndicats de groupes d'intérêt économiques, et éventuellement d'opérateurs privés.

2.6 L'Interview approfondis : touchera les responsables des parties prenantes impliquées :

- 1) Opérateurs privés : entrepreneurs et dirigeants des sociétés privées, les opérateurs économiques locaux, existants au niveau urbain et rural aussi bien dans le secteur formel (chef d'entreprise) qu'informel (propriétaire de cheptel) ;
- 2) Responsables Techniques : Direction Régionale du Commerce,
- 3) Organisations Professionnelles : Syndicats, Chambre de commerce ; maison de l'entreprise,
- 4) Jeunes filles et garçons : Employés ou non employés vivant en milieu urbain ou rural. ;
- 5) Des responsables d'association de jeunes et des associations de femmes (groupements) seront aussi interviewés.
- 6) Elus locaux: maires
- 7) et les chefs traditionnels.

2.7 Les Focus groupes : seront organisés pour cibler des groupes :

- 1) D'entrepreneurs ou opérateurs privés des secteurs formels et informels aussi bien en zone rurales qu'urbaines
- 2) D'associations formelles ou non de jeunes filles et de garçons employés et non employés séparément en milieu rural et urbain ;

Des guides d'entretiens semi-directifs assorti d'un questionnaire spécifique par cible seront utilisés pour les interviews et les focus groupes.

Des missions de terrain ciblant des zones rurales, les populations autochtones et les sites de déplacés seront planifiés pour diversifier les sources de collectes de l'information et ressortir les enjeux relatifs au contexte conflictuel de la région. Cependant, en raison des spécificités contextuelles liées à la situation sécuritaire dans les communes, telles que Bosso, Toumour, Gueskerou ou Chetimari la présente méthodologie peut changer ou être modifiée mais permettant d'aboutir aux mêmes résultats escomptés.

Le processus de consultation sera sous le lead technique de la DRJS en collaboration avec les services techniques (DR Plan), le Conseil Régional des Jeunes, les mairies avec le représentant des jeunes comme point focal ; le Conseil Régional et les PTF. L'ensemble de ces acteurs travaillera en équipe sous la forme du comité technique régional de l'agenda des jeunes déjà mise en place. L'ensemble du processus sera sous le pilotage et la supervision du Gouverneur de la région.

A noter qu'en raison de la pandémie de Covid-19, l'ensemble du processus se fera sur la base du strict respect des mesures édictées par le Gouvernement, y compris lors de la phase de collecte ou de validation du rapport de l'étude (dispositif de lavage des mains, la distribution des bavettes, des gants et de gel hydroalcoolique).

Livrables :

Les livrables suivants sont attendus :

1. Proposition d'une note méthodologie (outil de collecte de données, plan de travail et calendrier) finalisée et validée par UNICEF, la DRJS et les membres du comité régional chargés de l'élaboration du PARIJ/Diffa ;
2. Un rapport provisoire de l'étude comportant les principaux constats, conclusions et recommandations ainsi que les différentes étapes du processus de collecte (personnes /acteurs rencontrés, la qualité/limites des données d'analyse et les difficultés rencontrées) qui sera soumis à l'appréciation du commanditaire et des autres acteurs concernés ;
3. Un rapport final intégrant les amendements et enrichissements des acteurs concernés et du commanditaire ainsi qu'un résumé de l'étude en dix (10) pages qui sera déposé auprès de l'Unicef bureau de Diffa en versions hard et électronique.

Gestion et logistique :

Le cabinet d'étude sera responsable de l'organisation des questions logistiques et sécuritaires conformément à l'accord de consultation.

L'UNICEF ne fournira pas des locaux ni des bureaux ou des moyens de transport au personnel du prestataire.

Ressources requises pour la conduite de la mission

Le cabinet d'étude sera en charge de recruter les enquêteurs (locaux de préférence), des superviseurs expérimentés en matière d'enquêtes et travaillera en étroite collaboration avec la DRJS de la région de Diffa ;

Gestion et dispositions financières

- Respect général du cahier des charges et des exigences de l'appel d'offres
- Compréhension de la portée, des objectifs et de l'exhaustivité et de la cohérence de la réponse
- Approche / méthodologie / outils et système de contrôle de gestion proposés ;
- Plan de mise en œuvre proposé, notamment la manière dont le soumissionnaire entreprendra chaque tâche et le maintien des calendriers du projet ; Comment les livrables seront traités de façon réaliste conformément au mandat et au délai imparti.

Calendrier et modalités de paiements contre livrables

LIVRABLES	CALENDRIER (SUITE A SIGNATURE DU CONTRAT)	PAIEMENT, % DU MONTANT TOTAL DU CONTRACT
1. Note méthodologique (outil de collecte de données, plan de travail, calendrier et draft de plan de rédaction) finalisée et validée par UNICEF, la DRJS et les membres du comité régional	Une semaine après signature du contrat	20%
2. Rapport provisoire sur de l'étude comportant les principaux constats, conclusions et recommandations ainsi que les différentes étapes du processus de collecte conformément au plan de rédaction convenu	Dix jours après la collecte des données terrain	50%
3. Un rapport final intégrant les amendements et enrichissements des acteurs concernés et du commanditaire ainsi qu'un résumé de l'étude en dix (10) pages	Trois semaines au plus tard après la fin de l'enquête terrain	30%

Qualifications

- Le cabinet, de préférence évalué par l'ONU avec son propre bureau et un personnel local qualifié ;
- Le cabinet doit être capable d'entreprendre la mission dans la région de Diffa en prenant en compte tous les défis sécuritaires ;
- Le cabinet doit avoir au moins 5 ans d'expérience dans la réalisation de l'étude sur l'analyse de l'emploi des jeunes par les secteurs privés ou toute autre étude similaire ;
-
- Le cabinet doit disposer de ressources humaines capables de mener des entretiens qualitatifs et quantitatifs, d'en analyser les résultats et de les présenter dans un rapport synthétique ;
- Disposer d'enquêteurs (femmes et hommes) qualifiés et disponibles pour le déroulement de l'étude (jeunes énergiques diplômés de l'université / de l'institut, bonne endurance dans des conditions difficiles et bonnes compétences en communication, maîtrisant les langues locales ;

- Etre capable d'organiser toutes les dispositions logistiques pour le personnel de terrain (la formation des enquêteurs, leurs déplacements et le suivi réel sur le terrain) ;

NB : Les cabinets internationaux ayant l'expertise sont encouragés à soumissionner

Processus d'évaluation des offres

Critères d'évaluation technique :

L'offre technique soumise par le cabinet doit inclure, sans toutefois s'y limiter, les éléments / informations suivants :

- Mise en œuvre du projet d'étude et plan de travail indiquant la séquence détaillée et le calendrier de chaque activité et jours-personnes de chaque équipe proposée, le cas échéant.
- Profil de l'organisation soulignant les qualifications du soumissionnaire et son expérience pertinente dans la mise en œuvre d'un travail similaire dans le même contexte et avec la même complexité ;
- CVs des membres composant l'équipe proposée, y compris chef d'équipe, spécialiste de la recherche quantitative, spécialiste de l'analyse qualitative, responsable de la gestion des données et statistique et des enquêteurs ;
- Décrivez comment le soumissionnaire répondra à chacune des composantes des exigences décrites dans le présent appel d'offre en soulignant les étapes clés, l'approche, la méthodologie et le cadre d'assurance de qualité.
- Fournir des informations détaillées sur les ressources en place / à mettre en place pour mener l'étude.

Les propositions seront pondérées en fonction des considérations techniques (80%) et financières (20%). Les propositions soumises seront évaluées à l'aide de la méthode d'analyse cumulative (détails ci-bas). Les propositions techniques doivent atteindre un minimum de 60 points pour se qualifier et être prises en considération. La proposition financière ne sera ouverte que pour les demandes qui atteignent 60 points ou plus. Voici les critères et points pour les propositions techniques et financières.

Critères		Max Points
Expérience générale du cabinet et du personnel clé proposé pour la mission		
1	Expérience avérée au Niger au cours des 5 dernières années sur le sujet de la consultation.	6
2	Capacité de l'équipe d'enquêteurs à gérer la tâche de collecte en langues locales – CV à fournir	15
3	Un minimum de 5 ans d'expertise avérée pour le consultant en chef et ses 2 assistants en méthodes qualitatives et quantitatives dans la conduite d'une étude (conception du questionnaire, équipe forte et expérimentée pour mener les entretiens, analyse des données). CV à fournir auparavant	15
4	Expertise avérée avec d'excellentes capacités de rédaction de rapports et d'analyse / Rapports précédents à soumettre avec la proposition en pdf <i>Maximum de 5 points par service (discussions de groupe, entretiens avec des informateurs clés et visites programmatiques) – preuve des rapports à fournir</i> <i>Rapports d'études, contrats antérieurs accomplis et/ou attestations délivrées par les commanditaires</i>	12
7	Qualité de la proposition technique : <ul style="list-style-type: none"> Compréhension de la mission ; Cohérence de la proposition ; Démarche méthodologique (qualitative # quantitative); Pertinence du chronogramme proposé ; Qualité des supports/outils de collecte 	32

TOTAL TECHNICAL SCORE

80

L'évaluation technique est composée de 80 points

La note minimale de réussite pour l'évaluation technique est de 60 points

Critères d'évaluation financière:

- Seuls les soumissionnaires ayant obtenu la note de passage minimale à l'évaluation technique (60 points) seront pris en considération pour l'évaluation financière.
- Les fournisseurs de services doivent donner les informations ci-après pour le calcul de l'évaluation financière.
 - Cout des missions de terrain
 - Honoraires (taux et nombre de jours)
- L'évaluation financière est composée de 20 points. L'offre financière la plus basse obtiendra 20 points.

FICHE INDICATIVE DE PRESENTATION DE L'OFFRE FINANCIERE

NB : les coûts unitaires doivent prendre en compte toutes les charges liées à la mission des personnes impliquées

Les soumissions internationales seront libellées en Dollars Américains

Description de l'activité / de l'élément	Unité	Cout Unitaire	Quantité	Nbre de jrs	Coût total	Commentaires/ Explications
Coût total en FCFA						
1. Ressources humaines proposées : (Personnel de conception et superviseurs de terrain)						
1.1 Consultant principal	Personne/jr		1	45		
1.2 deux Consultants Assistants	Personnes/jr		2	45		
1.3 les enquêteurs/Superviseurs	Personne/mois		12	10		
Sous total 1:						
2. Autres charges (frais de voyage, réunion, véhicule, carburant etc.)						
2.1 Véhicule de location transport des enquêteurs/superviseurs	Véhicule		3	12		Un véhicule pour 4 communes
2.2 Carburant Suivi terrain (20 litres au 100km)	Forfait moyen/commune		3	1		
Sous total 2 :						
Total général						

NB : Le prestataire devrait justifier tout dépassement par rapport au quantitatif proposé dans le tableau ci-dessus

Attributions:

Les offres seront classées en fonction de leurs notes techniques (NT) et financières (NF) combinées après introduction de coefficient de pondération (80 % étant le poids attribué à l'offre technique et 20 % le poids accordé à l'offre financière). L'offre ayant obtenu le score technique et financier combiné le plus élevé sera recommandée pour la suite du processus de l'appel d'offre.

Éthique et confidentialité

Conformément aux Normes d'évaluation des Nations Unies dans le système des Nations Unies (élaborées par le Groupe d'évaluation des Nations Unies), tous ceux qui sont engagés dans la conception, la conduite et la gestion des activités d'évaluation aspireront à mener un travail de haute qualité et éthique guidé par des normes professionnelles et des principes éthiques et moraux.

La proposition technique doit identifier les problèmes éthiques réels ou potentiels, ainsi que les mesures et méthodes adoptées pour atténuer ces problèmes. Toutes les personnes interrogées seront informées du but de l'évaluation et de leur rôle et des informations qui leur sont spécifiquement demandées. La confidentialité de leurs opinions est assurée. Si les personnes interrogées incluent des mineurs, un consentement écrit doit être obtenu des personnes chargées de leur prise en charge. Tous les documents, y compris les données et les instruments de terrain, élaborés au cours de cette consultation sont la propriété intellectuelle de l'UNICEF.

Guides de référence:

- UNEG Ethical Guidelines
- Ethical research involving children
- Checklist on ethical standards in research

Durée de la consultation : 2 mois maximum

Lieu : Niger

Conditions : Tous les agents de terrain doivent être nigériens et parler les langues locales.

ANNEXE 2

MODELE DE LETTRE DE SOUMISSION DE L'OFFRE TECHNIQUE

(Nom du soumissionnaire)

(Lieu et date)

Objet :

A

(Nom et adresse de l'UNICEF)

Mme la Représentante de l'UNICEF au Niger,

Après avoir examiné le dossier d'appel d'offre pour « **LRFP-2021-9165898- ETUDE SUR L'EMPLOI DES JEUNES PAR LE SECTEUR PRIVE DE LA REGION DE DIFFA** », nous vous soumettons par la présente notre offre technique sous enveloppe fermée et cachetée.

Nous nous engageons sur la base de cette offre pour une période de 90 jours à compter de la date fixée pour la remise des plis. L'offre continuera à nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant la fin de cette période jusqu'à ce qu'un marché en bonne et due forme soit préparé et signé.

Les termes de référence font partie intégrante de notre offre.

Veillez agréer, Madame la Représentante, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature

Nom et Prénom du représentant habilité

MODELE DE LETTRE DE SOUMISSION DE L'OFFRE FINANCIERE

(Nom du soumissionnaire)

(Lieu et date)

Objet :

A

(Nom et adresse de l'UNICEF)

Mme la Représentante de l'UNICEF au Niger,

Après avoir examiné le dossier d'appel d'offre pour la « **LRFP-2021-9165898- ETUDE SUR L'EMPLOI DES JEUNES PAR LE SECTEUR PRIVE DE LA REGION DE DIFFA** », nous vous soumettons par la présente notre offre financière sous enveloppe fermée et cachetée.

Nous nous engageons sur la base de cette offre pour une période de 90 jours à compter de la date fixée pour la remise des plis. L'offre continuera à nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant la fin de cette période jusqu'à ce qu'un marché en bonne et due forme soit préparé et signé.

Les termes de référence font partie intégrante de notre offre.

Veillez agréer, Madame la Représentante, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature

Nom et Prénom du représentant habilité

MODELE DE CAUTIONS BANCAIRES

Modèles de cautions d'avance de démarrage et retenues de garantie

Objet : Caution d'avance au démarrage – Contrat UNICEF n°43xxxxxx

Nous soussignés **Banque** dont le siège est à **Ville - Pays, Adresse**, déclarons par la présente nous porter caution individuelle et solidaire d'Entreprise, dont le siège est à **Ville - Pays, Adresse** à hauteur de la somme de **Montant en chiffre et en lettre Monnaie** représentant la Caution d'avance au démarrage relative à 30% du montant total du Contrat UNICEF n°43xxxxxx pour la fourniture de **Objet du contrat** au profit de l'UNICEF.

Nous nous engageons à payer à l'UNICEF, sans contestation ni discussion, dès sa première demande écrite, tout montant égal ou inférieur à la somme de **Montant en chiffre et en lettre Monnaie**, sans que l'UNICEF ne soit tenue de prouver, montrer les motifs ou les raisons, qui justifient que la somme précisée lui soit versée.

Par la présente, nous dérogeons à l'obligation d'exiger d'abord le paiement de cette dette par **Entreprise** avant d'honorer toute demande de paiement de la part de l'UNICEF.

De plus, nous convenons qu'aucun changement et aucun additif ou autre modification des termes du contrat conclu entre l'UNICEF et **Entreprise** ne nous décharge, dans quelque mesure que ce soit, des responsabilités qui sont les nôtres au titre de cette caution, et nous dispensons l'UNICEF et **Entreprise** de toute obligation de notification de ces changements, additifs ou modifications.

Notre engagement est valable, dès la signature de la présente caution d'avance au démarrage, et jusqu'à la restitution de la présente caution par l'UNICEF à **Entreprise**, ou la délivrance par l'UNICEF d'un certificat d'exécution partielle à hauteur de 30% du montant total du Contrat UNICEF n° 43xxxxxx pour **Objet du contrat**.

Objet : Caution de retenue de garantie – Contrat UNICEF n°43xxxxxx

Nous soussignés **Banque** dont le siège est à **Ville - Pays, Adresse**, déclarons par la présente nous porter caution individuelle et solidaire d'Entreprise, dont le siège est à **Ville - Pays, Adresse** à hauteur de la somme de **Montant en chiffre et en lettre Monnaie** représentant la Caution de retenue de garantie relative à 10% du montant total du Contrat UNICEF n°43xxxxxx pour la fourniture de **Objet du contrat** au profit de l'UNICEF.

Nous nous engageons à payer à l'UNICEF, sans contestation ni discussion, dès sa première demande écrite, tout montant égal ou inférieur à la somme de **Montant en chiffre et en lettre Monnaie**, sans que l'UNICEF ne soit tenue de prouver, montrer les motifs ou les raisons, qui justifient que la somme précisée lui soit versée.

Par la présente, nous dérogeons à l'obligation d'exiger d'abord le paiement de cette dette par **Entreprise** avant d'honorer toute demande de paiement de la part de l'UNICEF.

De plus, nous convenons qu'aucun changement et aucun additif ou autre modification des termes du contrat conclu entre l'UNICEF et **Entreprise** ne nous décharge, dans quelque mesure que ce soit, des responsabilités qui sont les nôtres au titre de cette caution, et nous dispensons l'UNICEF et **Entreprise** de toute obligation de notification de ces changements, additifs ou modifications.

Notre engagement est valable, dès la signature de la présente caution de retenue de garantie, et jusqu'à la restitution de la présente caution par l'UNICEF à **Entreprise**, ou la délivrance par l'UNICEF d'un certificat de réception définitive des travaux réalisés dans le cadre du Contrat UNICEF n° **43xxxxxx** pour **Objet du contrat**.

ANNEXE 3

CONDITIONS GÉNÉRALES DES CONTRATS (SERVICES)

CONDITIONS GÉNÉRALES DES CONTRATS (SERVICES)

1. DEFINITIONS ET SITE WEB DE LA DIVISION DES APPROVISIONNEMENTS DE L'UNICEF

1.1 Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes conditions générales (services) :

- a) « Code de désactivation » Tout virus, trappe, minuterie ou autre routine limite, instruction ou conception, ou tout autre code malveillant, illicite ou similaire non requis susceptible de provoquer (de façon volontaire ou involontaire) la perturbation, la désactivation, l'endommagement ou le contournement des contrôles de sécurité, ou d'entraver d'une manière ou d'une autre l'exploitation ou l'exécution normale de i) tout logiciel ou service, ou ii) de tout système ou réseau d'information de l'UNICEF.
- b) « Contrat » Le contrat de services dont font partie les présentes conditions générales (services). Sont compris les contrats de services conclus par l'UNICEF, que ce soit ou non dans le cadre d'un accord à long terme ou contrat similaire.
- c) « Données de l'UNICEF » Toutes les informations ou données, à caractère numérique ou traitées ou détenues sous cette forme qui a) sont fournies au Fournisseur par l'UNICEF ou des Utilisateurs finaux, ou pour leur compte, conformément au Contrat ou à travers l'utilisation par l'UNICEF ou des Utilisateurs finaux des Services ou en relation avec les Services, ou b) qui sont recueillies par le Fournisseur dans le cadre de l'exécution du Contrat.
- d) « Fournisseur » Le fournisseur nommé dans le Contrat.
- e) « Gouvernement hôte » Tout gouvernement avec lequel l'UNICEF a mis sur pied un programme de coopération au développement; est visé le gouvernement de tout pays dans lequel l'UNICEF fournit une aide humanitaire.
- f) « Honoraires » S'entend au sens du paragraphe 3.1.
- g) « Incident de sécurité » S'agissant de tout système d'information, service ou réseau utilisé dans la fourniture des Services ou des Prestations attendues, un ou plusieurs événements a) qui indiquent que la sécurité du système d'information, service ou réseau aurait été violée ou compromise et b) qu'une telle violation ou compromission pourrait fort probablement nuire à la sécurité des Informations confidentielles de l'UNICEF, en affaiblir ou entraver les opérations. Un Incident de sécurité comprend tout accès non autorisé aux Données de l'UNICEF, leur divulgation, utilisation ou acquisition, réel(le) ou raisonnablement présumé(e) ou la menace de tels actes, qui compromettent leur sécurité, confidentialité ou intégrité ou la capacité de l'UNICEF ou des Utilisateurs finaux d'y accéder.

CG pour les Services CG-SERVICES 5 mai 2017

2

- h) « Informations confidentielles » Les informations ou données qui sont désignées comme telles au moment où elles sont échangées entre les Parties ou qui sont rapidement reconnues comme telles par écrit lorsqu'elles sont fournies sous forme immatérielle ou communiquées oralement; sont comprises les informations dont la nature confidentielle ou exclusive ressort clairement de leur nature, de leur qualité ou de leurs caractéristiques intrinsèques.
- i) « Parties » Le Fournisseur et l'UNICEF collectivement; la forme singulière désignant l'un ou l'autre individuellement.
- j) « Personnel » S'agissant du Fournisseur, ses responsables, employés, agents, sous-traitants individuels et autres représentants.
- k) « Personnel essentiel » S'agissant du Fournisseur : i) les membres du Personnel désignés dans l'offre en tant que personnes clefs (au minimum, les partenaires, les gestionnaires, les auditeurs hors classe) appelés à participer à l'exécution du Contrat; ii) les membres du Personnel dont les curriculum vitae figurent dans la réponse à l'appel d'offres; iii) les personnes désignées comme membres du Personnel essentiel d'un commun accord entre le Fournisseur et l'UNICEF au cours de négociations.
- l) « Prestations attendues » Le produit du travail et autres résultats que le Fournisseur doit fournir dans le cadre des Services, conformément aux dispositions applicables du Contrat.
- m) « Services » Les services désignés dans les dispositions à cet effet du Contrat.
- n) « Site Web de la Division des approvisionnements de l'UNICEF » Le site Web de l'UNICEF accessible au public à l'adresse http://www.UNICEF.org/supply/index_procurement_policies.html, compte tenu de ses mises à jour successives.
- o) « Société affiliée » En ce qui concerne le Fournisseur, toute personne morale qui lui est affiliée ou associée, y compris toute société mère, filiale et autre entité dans laquelle il détient une participation importante.
- p) « Utilisateur final » Lorsque les Services ou les Prestations attendues nécessitent l'utilisation de tout système d'information, tous les employés, consultants et autres membres du personnel de l'UNICEF et tous les autres utilisateurs externes collaborant avec celui-ci et qui sont autorisés, au cas par cas, par l'UNICEF à accéder aux Services et aux Prestations attendues et à les utiliser.

1.2 Les présentes conditions générales (services), le règlement de l'UNICEF en matière d'interdiction et de lutte contre la fraude et la corruption, le règlement de l'UNICEF concernant la protection des enfants, le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies et la Politique de l'UNICEF en matière de divulgation de l'information mentionnés dans le Contrat, de même que les autres politiques applicables au Fournisseur, sont consultables publiquement

CG pour les Services CG-SERVICES 5 mai 2017

3

sur le Site Web de la Division des approvisionnements de l'UNICEF. Le Fournisseur déclare avoir pris connaissance de toutes ces politiques et de tous ces règlements à la date d'entrée en vigueur du Contrat.

2. FOURNITURE DES SERVICES ET DES PRESTATIONS ATTENDUES; PERSONNEL DU FOURNISSEUR; SOUS-TRAITANTS

Fourniture des Services et Prestations attendues

2.1 Le Fournisseur fournit les Services et les Prestations attendues conformément à l'objet du marché prévu dans le Contrat, y compris dans le respect des délais et à la satisfaction de l'UNICEF. Sauf disposition expresse du Contrat, il s'engage à fournir, à ses frais exclusifs, tout le personnel, l'équipement, le matériel et les fournitures nécessaires et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution totale des Services et des Prestations attendues conformément aux dispositions du Contrat.

2.2 Le Fournisseur admet que, sauf stipulation expresse du Contrat, l'UNICEF n'a aucune obligation de lui fournir une quelconque assistance et ne garantit en aucun cas la disponibilité d'installations, d'équipement, de matériel, de systèmes ou de licences qui pourraient lui être utiles dans l'exécution de ses obligations découlant du Contrat. Si l'UNICEF lui accorde l'accès et l'utilisation de ses locaux, installations ou systèmes (sur site ou à distance) pour l'exécution du Contrat, le Fournisseur prend toutes les

dispositions utiles pour que son Personnel ou ses sous-traitants, en tout temps : a) utilisent cet accès exclusivement dans le but spécifique pour lequel il a été accordé; b) respectent les règles, instructions et consignes de sécurité de l'UNICEF régissant l'accès et l'utilisation, y compris les politiques de sécurité de l'information de l'UNICEF. Le Fournisseur prend toutes les dispositions utiles pour que seuls les membres de son Personnel autorisés par lui et approuvés par l'UNICEF aient accès aux locaux, installations ou systèmes de celui-ci.

2.3 Le Fournisseur fait tout en son pouvoir pour répondre aux éventuelles demandes raisonnables de modification de l'objet du marché de Services ou des délais de fourniture des Services ou des Prestations attendues. En cas de demande de modification importante touchant l'objet du marché ou le délai de livraison, l'UNICEF négocie avec le Fournisseur toute modification au Contrat jugée nécessaire, notamment quant aux Honoraires et aux modalités de temps. Les modifications ainsi convenues ne prennent effet qu'une fois qu'elles ont été constatées sous la forme d'un avenant écrit signé par l'UNICEF et le Fournisseur. Si les Parties ne parviennent pas à s'entendre sur ces modifications dans un délai de trente (30) jours, il est loisible à l'UNICEF de résilier le Contrat sans pénalité, nonobstant toute autre disposition de celui-ci.

2.4 Le Fournisseur ne demande ni n'accepte d'instructions que de l'UNICEF (ou d'entités autorisées par ce dernier à lui donner des instructions) relativement à la fourniture des Services ou à la conception et à la fourniture des Prestations attendues.

2.5 L'UNICEF conserve la propriété de tout matériel et toutes fournitures qu'il met à

CG pour les Services CG-SERVICES 5 mai 2017

4

la disposition du Fournisseur. À l'expiration du Contrat ou lorsqu'il n'a plus besoin de ce matériel ou de ces fournitures, le Fournisseur les restitue à l'UNICEF dans l'état où ils lui ont été remis, sauf usure normale. Le Fournisseur indemnise l'UNICEF de toute perte, détérioration ou dégradation du matériel ou des fournitures autre que celle résultant de l'usure normale.

Services non conformes et conséquences des retards

2.6 S'il estime ne pas être en mesure de fournir les Services ou les Prestations attendues à la date prévue au Contrat, le Fournisseur : i) consulte immédiatement l'UNICEF en vue de convenir des moyens permettant la fourniture la plus rapide des Services et des Prestations attendues; ii) prend les mesures nécessaires pour accélérer la fourniture des Services et des Prestations attendues, à ses frais exclusifs (sauf si le retard résulte d'un cas de force majeure au sens du paragraphe 6.8 ci-dessous), sur demande raisonnable de l'UNICEF.

2.7 Le Fournisseur reconnaît que l'UNICEF peut contrôler ses prestations au titre du Contrat et peut en tout temps évaluer la qualité des Services et des Prestations en vue d'en déterminer la conformité avec les dispositions du Contrat. Le Fournisseur s'engage à coopérer pleinement aux mesures de contrôle et d'évaluation de ses prestations, sans frais ou dépenses supplémentaires pour l'UNICEF, et à fournir toutes informations utiles en réponse aux demandes raisonnables de l'UNICEF, y compris la date de réception du Contrat, l'état d'avancement détaillé, les frais à facturer et les paiements effectués par l'UNICEF ou en suspens. Le Fournisseur n'est pas dégagé de ses obligations contractuelles de garantie et autres, qu'une évaluation des Services ou Prestations attendues soit ou non effectuée.

2.8 En cas de non-conformité aux exigences du Contrat ou de fourniture tardive ou partielle des Services ou Prestations, l'UNICEF peut, sans préjudice de toute autre voie de droit, à son choix :

a) Exiger, par notification écrite, que le Fournisseur remédie, à ses propres frais, à l'inadéquation de ses prestations, y compris tout défaut dans les Prestations attendues, à sa satisfaction dans les trente (30) jours qui suivent la date de réception de la notification (ou dans un délai plus court qu'il se réserve le droit de déterminer dans sa notification);

b) Exiger du Fournisseur le remboursement de tous les paiements (le cas échéant) effectués par lui et correspondant aux prestations non conformes ou incomplètes;

c) Se procurer tout ou partie des Services et des Prestations attendues auprès d'autres sources, et exiger du Fournisseur qu'il lui rembourse tout coût supplémentaire supérieur au solde des Honoraires dus pour ces Services et Prestations;

d) Notifier par écrit son intention de résilier le Contrat pour manquement, conformément au paragraphe 6.1 ci-dessous, si le Fournisseur ne remédie pas au manquement durant la période de mise en demeure prévue au paragraphe précité ou si le manquement ne peut pas être corrigé;

e) Exiger du Fournisseur le paiement de dommages-intérêts libératoires dans les

CG pour les Services CG-SERVICES 5 mai 2017

5

formes prévues par le Contrat.

2.9 Conformément aux dispositions du paragraphe 11.5 ci-dessous, le Fournisseur reconnaît expressément que l'acceptation par l'UNICEF des Services ou Prestations qui lui ont été fournis en retard ou qui ne sont pas entièrement conformes aux exigences du Contrat n'emporte en aucun cas de sa part renonciation aux droits découlant de la fourniture de prestations tardives ou non conformes.

Personnel et sous-traitants du Fournisseur

2.10 Les dispositions suivantes s'appliquent à l'égard du Personnel du Fournisseur :

a) Les dispositions de l'article 7 (Normes déontologiques) s'appliquent au Personnel du Fournisseur, comme il y est indiqué expressément.

b) Le Fournisseur assume la responsabilité des qualités professionnelles et techniques de son Personnel et s'engage à confier les travaux prévus au Contrat à des professionnels qualifiés, fiables et compétents qui font preuve d'efficacité dans l'exécution des obligations découlant du Contrat tout en respectant les lois et traditions locales et les normes les plus élevées de conduite morale et éthique.

c) Les qualifications du Personnel que le Fournisseur pourrait désigner ou proposer pour s'acquitter des obligations découlant du Contrat sont essentiellement identiques ou supérieures à celles du personnel initialement proposé.

d) À tout moment pendant la durée du Contrat, l'UNICEF peut demander par écrit au Fournisseur de remplacer un ou plusieurs des membres du Personnel affectés. L'UNICEF n'est pas tenu d'expliquer ou de motiver une telle demande. Dans un délai de sept (7) jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande de remplacement, le Fournisseur remplace le Personnel en question par un Personnel acceptable pour l'UNICEF. Cette disposition s'applique également au Personnel du Fournisseur qui exerce des fonctions du type « gestionnaire de comptes » ou « directeur de clientèle ».

e) Si, pour quelque raison que ce soit, un ou plusieurs membres du Personnel essentiel du Fournisseur sont empêchés de travailler dans le cadre du Contrat, le Fournisseur : i) adresse à l'autorité adjudicatrice de l'UNICEF un préavis d'au moins quatorze (14) jours; ii) obtient l'approbation de l'autorité adjudicatrice avant de remplacer tout membre du Personnel essentiel. Le Fournisseur joint au préavis adressé à l'autorité adjudicatrice un exposé des circonstances justifiant tout remplacement proposé, motive le choix du Personnel de remplacement et en fournit les qualifications suffisamment en détail pour permettre l'évaluation de l'impact sur la mission.

f) L'approbation par l'UNICEF de tout membre du Personnel affecté par le Fournisseur (y compris le Personnel de remplacement) ne dégage en aucun cas ce dernier de ses obligations au titre du Contrat. Les membres du Personnel du Fournisseur, y compris ceux de ses différents sous-traitants, ne peuvent en aucun cas être assimilés à des fonctionnaires ou à des CG pour les Services CG-SERVICES 5 mai 2017

6
agents de l'UNICEF.

g) Toutes les dépenses liées au retrait ou au remplacement d'un ou plusieurs membres du Personnel du Fournisseur sont, dans tous les cas, à la charge exclusive de celui-ci.

2.11 Le Fournisseur obtient par écrit l'approbation et l'autorisation préalables de l'UNICEF pour tous les sous-traitants institutionnels dont il souhaite s'attacher les services dans le cadre du Contrat. L'approbation d'un sous-traitant par l'UNICEF ne dégage pas le Fournisseur de ses obligations découlant du Contrat. Les conditions de tout contrat de sous-traitance sont subordonnées à celles du Contrat et interprétées à tous égards en conformité avec celles-ci.

2.12 Le Fournisseur confirme avoir lu le règlement de l'UNICEF concernant la protection des enfants. Il s'engage à faire en sorte que son Personnel comprenne les exigences de notification applicables, ainsi qu'à établir et à appliquer les mesures voulues pour veiller au respect de ces exigences. En outre, il coopère avec l'UNICEF à la mise en œuvre de ce règlement.

2.13 Le Fournisseur assume l'entière responsabilité de tous les Services fournis par les membres de son Personnel et ses sous-traitants et de leur conformité avec les stipulations et conditions du Contrat.

2.14 Le Fournisseur respecte toutes les normes internationales et les lois, règles et règlements nationaux en vigueur en matière de travail relatifs à l'emploi de personnel national et international dans le cadre des Services, y compris les lois, règles et règlements relatifs au paiement des parts de l'employeur de l'impôt sur le revenu, de l'assurance, de la sécurité sociale, de l'assurance maladie, de l'indemnisation des accidents du travail, de la caisse de retraite, des indemnités de départ ou d'autres paiements similaires. Sans préjudice de la portée des dispositions du présent article ou de l'article 4, le Fournisseur assume l'entière responsabilité, à la décharge de l'UNICEF : a) de tous les paiements dus à son Personnel et à ses sous-traitants pour leurs services dans le cadre de l'exécution du Contrat; b) de toute action, omission, négligence ou faute de sa part ou de celle de son Personnel ou de ses sous-traitants; c) de toute couverture d'assurance pouvant être nécessaire ou souhaitable pour l'exécution du Contrat; d) de la sécurité de son Personnel et de celui de ses sous-traitants; e) des frais, dépenses ou réclamations associés à toute maladie, blessure, décès ou invalidité de membres de son Personnel ou de celui de ses sous-traitants, l'UNICEF n'assumant aucune responsabilité à l'égard des situations visées au présent paragraphe.

3. HONORAIRES; FACTURATION; EXONERATION FISCALE; MODALITES DE PAIEMENT

3.1 Les honoraires pour les Services correspondent au montant dans la devise précisée dans la clause à cet effet du Contrat (« Honoraires ») ; sauf stipulation expresse de celle-ci à l'effet contraire, ce montant est libellé en dollars des États-Unis. Sauf stipulation expresse contraire du Contrat, les Honoraires comprennent tous les frais, dépenses, droits ou charges que le Fournisseur peut devoir acquitter dans le cadre de l'exécution de ses obligations au titre du Contrat; sans préjudice ni limitation des dispositions du paragraphe 3.3 ci-dessous, tous les droits

CG pour les Services CG-SERVICES 5 mai 2017

7
et autres impôts perçus par quelque autorité ou entité doivent toutefois être indiqués séparément. Il reste entendu et convenu que le Fournisseur s'interdit de demander la révision des Honoraires après la fourniture des Services ou des Prestations attendues et que les Honoraires ne peuvent être modifiés que par accord écrit conclu entre les Parties préalablement à la fourniture des Services ou des Prestations attendues. L'UNICEF n'accepte pas de revoir les Honoraires sur la base de modifications ou d'interprétations de l'objet du marché dont l'initiative vient du Fournisseur. L'UNICEF n'est pas tenu de payer pour une tâche accomplie ou un matériel fourni par le Fournisseur qui ne relève pas de l'objet du marché ou qui n'a pas été préalablement autorisé par l'UNICEF.

3.2 Le Fournisseur ne présente de facture à l'UNICEF qu'après avoir fourni les Services (ou des composantes des Services) et les Prestations attendues (ou des éléments des Prestations attendues) conformément au Contrat et à la satisfaction de l'UNICEF. Il remet : a) une (1) facture pour le paiement recherché, dans la devise prévue au Contrat et en anglais, avec mention du numéro de référence figurant sur la page de couverture du Contrat; b) une description claire et spécifique des Services et des Prestations fournis, ainsi que les pièces justificatives pour les dépenses à rembourser, le cas échéant, suffisamment détaillées pour permettre à l'UNICEF de vérifier les montants portés sur la facture.

3.3 Le Fournisseur autorise l'UNICEF à déduire de ses factures toute somme correspondant aux impôts directs (à l'exclusion des charges liées aux services publics), aux droits de douane et aux autres charges similaires à l'égard des articles importés ou exportés pour l'usage de l'UNICEF, conformément à l'exonération prévue à la section 7 de l'article II de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies de 1946. En cas de refus par les autorités nationales d'appliquer cette exonération, le Fournisseur consulte immédiatement l'UNICEF en vue d'arrêter une façon de procéder acceptable pour les deux Parties. Il apporte sa pleine coopération à l'UNICEF pour l'aider à obtenir l'exonération ou le remboursement des impôts sur la valeur ajoutée et autres impôts similaires.

3.4 L'UNICEF informe le Fournisseur de toute contestation ou incohérence dans le contenu ou la forme de toute facture. Lorsque la contestation ne porte que sur une partie de la facture, l'UNICEF verse au Fournisseur le montant de la partie non contestée conformément au paragraphe 3.5 ci-dessous. L'UNICEF et le Fournisseur se concertent de bonne foi pour résoudre rapidement toute contestation relative à une facture. Une fois la contestation résolue, les montants dont la facturation n'était pas conforme au Contrat sont déduits des factures où ils figurent et l'UNICEF paie les éléments restants conformément au paragraphe 3.5 dans un délai de trente (30) jours à compter de la résolution définitive de la contestation.

3.5 L'UNICEF règle le montant non contesté de la facture du Fournisseur dans un délai de trente (30) jours suivant la réception de celle-ci et des pièces justificatives requises, conformément au paragraphe 3.2 ci-dessus. Le montant payé tient compte de toute remise figurant dans les conditions de paiement prévues au Contrat. Le Fournisseur n'a droit à aucun intérêt en cas de paiement tardif ou sur quelque somme due au titre du Contrat, et aucun intérêt ne court sur les sommes retenues par l'UNICEF en cas de contestation. Le paiement ne dégage pas le Fournisseur des obligations que lui impose le Contrat et n'emporte ni acceptation par

CG pour les Services CG-SERVICES 5 mai 2017

8
l'UNICEF des prestations du Fournisseur ni renonciation de sa part aux droits y afférents.

3.6 Sur chaque facture, le Fournisseur fait porter les coordonnées bancaires qu'il a fournies à l'UNICEF lors de son enregistrement. Tous les paiements dus au Fournisseur au titre du Contrat sont effectués par virement électronique sur son compte bancaire. Il incombe au Fournisseur de s'assurer que les coordonnées bancaires qu'il a fournies à l'UNICEF sont à jour

et exactes et de communiquer tout changement par écrit à celui-ci, accompagné de pièces justificatives considérées satisfaisantes par lui.

3.7 Le Fournisseur reconnaît et accepte que l'UNICEF est en droit de retenir le paiement de toute facture s'il estime que ses prestations ne sont pas conformes aux conditions du Contrat ou que les pièces justificatives fournies à l'appui de la facture sont insuffisantes.

3.8 L'UNICEF est en droit de déduire de toute somme due et exigible au titre du Contrat toute créance, dette ou autre réclamation (y compris tout trop-perçu) que le Fournisseur lui doit au titre du Contrat ou de tout autre contrat ou accord conclu entre les Parties. L'UNICEF n'est pas tenu de donner préavis au Fournisseur avant d'exercer ce droit de compensation (le Fournisseur renonçant à un tel préavis). L'UNICEF notifie dans les plus brefs délais au Fournisseur son intention d'exercer ce droit et lui en explique les motifs, l'absence de notification étant toutefois sans effet sur la validité de la compensation.

3.9 Chacune des factures réglées par l'UNICEF peut faire l'objet d'un audit de la part des auditeurs externes et internes de l'UNICEF ou d'autres agents agréés de l'UNICEF, en tout temps pendant la durée du Contrat et la période de trois (3) ans qui suit son expiration. L'UNICEF a droit au remboursement par le Fournisseur des sommes dont le paiement a, à l'issue de tels audits, été jugé non conforme au Contrat, indépendamment des raisons pour lesquelles ces paiements ont été faits (y compris les actions ou omissions des fonctionnaires et autres membres du personnel de l'UNICEF).

4. DECLARATIONS ET GARANTIES; INDEMNISATION; ASSURANCE

Déclarations et garanties

4.1 Le Fournisseur déclare et garantit que, à la date d'entrée en vigueur du Contrat et pendant toute sa durée : a) il a toute la capacité et tous les pouvoirs nécessaires pour y être partie et s'acquitter des obligations qui en découlent et que le Contrat est licite, valide et contraignant, et lui est opposable dans les conditions qui y sont stipulées; b) toutes les informations qu'il a précédemment fournies ou qu'il fournit à l'UNICEF pendant la durée du Contrat, qu'elles le concernent ou qu'elles concernent les Services et les Prestations attendues sont exactes, correctes, précises et véridiques; c) il est solvable et en mesure de fournir les Services à l'UNICEF conformément aux conditions du Contrat; d) il détient et s'engage à conserver, tout au long de la durée du Contrat, tous les droits, permis, licences, pouvoirs et ressources nécessaires, selon le cas, pour fournir les Services et les Prestations attendues à la satisfaction de l'UNICEF et pour s'acquitter de ses obligations découlant du Contrat; e) le travail réalisé est et sera propre au Fournisseur et ne porte atteinte à aucun droit d'auteur, marque déposée, brevet ou autre droit

CG pour les Services CG-SERVICES 5 mai 2017

9

de propriété de tiers; f) sauf stipulation expresse du Contrat, il n'a conclu et s'engage à ne conclure aucun accord ou arrangement susceptible de restreindre ou de limiter le droit de quiconque d'utiliser, de vendre ou de céder les Prestations attendues ou autres travaux résultant des Services ou d'en disposer autrement. Le Fournisseur s'engage à remplir ses engagements dans le respect des intérêts de l'UNICEF et à s'abstenir de toute action pouvant porter préjudice à celui-ci ou à l'Organisation des Nations Unies.

4.2 Le Fournisseur déclare et garantit qu'à la date d'entrée en vigueur du Contrat et pendant toute sa durée, lui et son Personnel et ses sous-traitants exécuteront le Contrat et fourniront les Services et les Prestations attendues a) de manière professionnelle et selon les règles de l'art; b) avec la diligence raisonnable et les compétences et conformément aux normes professionnelles les plus élevées attendues de professionnels offrant les mêmes services ou des services substantiellement similaires dans un secteur d'activité similaire; c) avec une priorité égale à celle accordée aux mêmes services ou à des services similaires pour d'autres clients du Fournisseur; d) conformément à toutes les lois, ordonnances, règles et règlements relatifs à l'exécution de ses obligations aux termes du Contrat et à la fourniture des Services et des Prestations attendues.

4.3 Les déclarations et les garanties prévues aux paragraphes 4.1 et 4.2 sont stipulées au profit : a) de chaque entité (le cas échéant) apportant une contribution financière directe à l'obtention, par l'UNICEF, des Services et des Prestations attendues; b) de chaque gouvernement ou autre entité (le cas échéant) qui bénéficie directement des Services et des Prestations attendues.

Indemnisation

4.4 Le Fournisseur s'engage à indemniser, à garantir, à exonérer et à défendre, à ses frais, l'UNICEF et ses responsables, fonctionnaires, consultants et agents, ainsi que toute entité qui apporte une contribution financière directe à l'obtention, par l'UNICEF, des Services et des Prestations attendues et chaque gouvernement ou autre entité qui bénéficie directement des Services et des Prestations attendues, à l'égard de toute poursuite, réclamation, revendication, perte ou action en responsabilité de toute nature, y compris les frais et dépens afférents, de la part de tiers et découlant d'actes ou d'omissions imputables à lui-même, à son Personnel ou à ses sous-traitants dans l'exécution du Contrat. Sont notamment visées : a) toute réclamation ou action en responsabilité en matière d'indemnisation des accidents du travail; b) la responsabilité du fait des produits; c) toute action ou réclamation liée à la contrefaçon présumée d'un droit d'auteur ou d'autres droits ou licences de propriété intellectuelle, brevets, dessins, noms commerciaux ou marques de commerce se rapportant aux Prestations attendues, ou à toute autre forme de responsabilité découlant de l'utilisation d'inventions ou de dispositifs brevetés, d'œuvres protégées ou d'autres droits de propriété intellectuelle fournis à l'UNICEF sous licence ou autrement, dans le cadre du Contrat, ou utilisés par le Fournisseur, son Personnel ou ses sous-traitants pour l'exécution du Contrat.

4.5 L'UNICEF informe le Fournisseur au sujet de telles poursuites, réclamations, revendications, pertes ou actions en responsabilité dans un délai raisonnable après en avoir pris

CG pour les Services CG-SERVICES 5 mai 2017

10

connaissance. Le Fournisseur assume l'entière direction de tout règlement, défense ou transaction dans le cadre de toute poursuite, procédure, réclamation ou demande, sauf en ce qui concerne la revendication ou la protection des privilèges et immunités de l'UNICEF ou toute autre question s'y rapportant (notamment en ce qui concerne les relations de ce dernier avec les Gouvernements hôtes), lesquelles, s'agissant des rapports entre les Parties, relèvent exclusivement de l'UNICEF (ou des entités publiques concernées). Ce dernier est en droit de se faire représenter à ses frais par un conseil indépendant de son choix dans le cadre de telles poursuites, procédures, réclamations ou demandes.

Assurance

4.6 Le Fournisseur se conforme aux exigences suivantes en matière d'assurance :

a) Il souscrit et maintient en vigueur, auprès d'assureurs réputés et avec une couverture suffisante, une assurance contre tous les risques qu'il pourrait encourir au titre du Contrat (y compris le risque de réclamations liées à ses prestations au titre du Contrat ou en découlant), notamment :

i) Une assurance tous risques sur ses biens et le matériel utilisé pour l'exécution du Contrat;

ii) Une assurance responsabilité civile générale contre tous risques liés au Contrat et les réclamations qui pourraient en découler, assortie d'une couverture suffisante pour couvrir toutes réclamations découlant des prestations du Fournisseur ou s'y rapportant;

iii) Une assurance suffisante en matière d'indemnisation des salariés et de responsabilité civile de l'employeur ou l'équivalent à l'égard de son Personnel et de ses sous-traitants, pour couvrir toute réclamation au titre du décès ou du préjudice corporel ou matériel découlant de l'exécution du Contrat;

iv) Toute autre assurance dont pourront convenir par écrit l'UNICEF et le Fournisseur;

b) Le Fournisseur maintient la couverture d'assurance visée à l'alinéa a) du présent paragraphe pendant la durée du Contrat et la période s'étendant, après la cessation d'effet du Contrat, jusqu'à la prescription de toute réclamation visée par l'assurance.

c) Le Fournisseur prend en charge le montant de toute franchise ou retenue prévue par la police d'assurance.

d) Sauf en ce qui concerne l'assurance visée au point iii) de l'alinéa a) ci-dessus, toute police d'assurance souscrite par le Fournisseur au titre du présent paragraphe : i) désigne l'UNICEF comme assuré supplémentaire; ii) prévoit la renonciation de l'assureur à tout droit de subrogation contre l'UNICEF; iii) stipule que l'assureur adresse à ce dernier un préavis écrit de trente (30) jours avant toute annulation ou modification de la couverture.

CG pour les Services CG-SERVICES 5 mai 2017

11

e) Le Fournisseur remet sur demande à l'UNICEF des preuves satisfaisantes de la souscription des assurances prévues au présent paragraphe.

f) Le respect des exigences du Contrat en matière d'assurance ne limite en aucun cas la responsabilité du Fournisseur, que ce soit au titre du Contrat ou autrement.

Responsabilité

4.7 Le Fournisseur indemnise sans délai l'UNICEF en cas de perte, de destruction ou d'endommagement des biens de celui-ci par son Personnel ou l'un de ses sous-traitants dans le cadre de l'exécution du Contrat.

5. DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE OU AUTRE; PROTECTION DES DONNÉES; CONFIDENTIALITÉ

Droits de propriété intellectuelle ou autre

5.1 Sauf stipulation expresse à l'effet contraire du Contrat :

a) Sous réserve de l'alinéa b) du présent paragraphe, sont dévolus à l'UNICEF tous les droits de propriété intellectuelle ou autres, notamment les brevets, les droits d'auteur et les marques déposées, afférents aux produits, procédés, inventions, idées, savoir-faire, documents, données et autres articles (« Éléments protégés ») : i) que le Fournisseur conçoit pour l'UNICEF dans le cadre du Contrat et qui se rapportent directement à l'exécution de celui-ci ou ii) qui sont produits, préparés ou rassemblés dans le cadre de l'exécution du Contrat. Le terme « Éléments protégés » comprend notamment tous dessins, cartes, photographies, plans, rapports, recommandations, estimations et documents élaborés ou reçus par le Fournisseur, ainsi que toutes autres données compilées ou obtenues par lui au titre du Contrat. Le Fournisseur reconnaît et accepte que les Éléments protégés constituent des œuvres réalisées sur commande pour l'UNICEF. Ils sont assimilés aux Informations confidentielles de l'UNICEF et ne sont remis qu'aux responsables autorisés de celui-ci à l'expiration ou en cas de résiliation du Contrat.

b) L'UNICEF renonce à revendiquer quelque intérêt dans les droits de propriété intellectuelle ou autre du Fournisseur nés avant l'exécution de ses obligations au titre du Contrat ou qu'il peut acquérir ou avoir acquis indépendamment de l'exécution de ces obligations. Le Fournisseur accorde à l'UNICEF une licence perpétuelle, non exclusive et sans redevance, pour la jouissance de ces droits de propriété intellectuelle ou autre aux seules fins du Contrat et conformément aux stipulations de celui-ci.

c) À la demande de l'UNICEF, le Fournisseur prend toutes dispositions nécessaires, signe tous les documents requis et apporte son concours en vue de protéger ces droits de propriété et les transférer (sous licence dans le cas des droits de propriété intellectuelle visés à l'alinéa b) ci-dessus) à l'UNICEF, conformément au droit applicable et aux stipulations du Contrat.

CG pour les Services CG-SERVICES 5 mai 2017

12

Confidentialité

5.2 La Partie qui reçoit de l'autre des Informations confidentielles que celle-ci considère comme lui appartenant ou qui lui sont fournies ou communiquées dans le cadre de l'exécution du Contrat ou à l'occasion de son objet veille à assurer leur confidentialité. Elle accorde le même soin et la même discrétion que ceux accordés à ses propres Informations confidentielles pour éviter la communication de celles de la Partie dont elles émanent et ne les utilise qu'aux fins pour lesquelles elles lui ont été transmises. Elle s'interdit de les communiquer à qui que ce soit :

a) À l'exception de ses Sociétés affiliées, employés, fonctionnaires, représentants, agents et sous-traitants qui en ont besoin pour l'exécution d'obligations découlant du Contrat ;

b) À moins : i) qu'elles ne lui aient été communiquées sans restriction par une tierce partie; ii) qu'elles n'aient été communiquées par la Partie dont elles émanent à des tiers sans obligation de confidentialité; iii) qu'elles n'aient été connues du destinataire avant leur communication par la Partie dont elles émanent; iv) qu'elles ne soient établies à un moment quelconque par le destinataire de manière totalement indépendante de leur communication au titre du Contrat.

5.3 S'il est requis de communiquer des Informations confidentielles de l'UNICEF dans le cadre d'une mesure d'instruction ou de police, le Fournisseur, avant d'obtempérer : a) en donne à l'UNICEF un préavis suffisant pour lui permettre d'obtenir l'intervention des autorités publiques nationales compétentes afin de prendre toute mesure de protection ou autre qu'il estime opportune; b) avise en conséquence l'autorité requérante. L'UNICEF est en droit de communiquer les Informations confidentielles du Fournisseur dans la mesure requise au titre des résolutions et règlements de ses organes directeurs.

5.4 Le Fournisseur ne peut en aucun cas communiquer à quelque personne, gouvernement ou autorité extérieure à l'UNICEF quelque information dont il a connaissance en raison de ses liens avec l'UNICEF et qui n'a pas été rendue publique, sauf autorisation écrite préalable de celui-ci; il ne peut en aucun cas utiliser pareille information à des fins privées.

Protection et sécurité des données

5.5 Les Parties conviennent que toutes les Données de l'UNICEF, ainsi que tous les droits (y compris les droits de propriété intellectuelle et autres droits de propriété), titres et intérêts liés à ces Données, appartiennent exclusivement à l'UNICEF, et que le Fournisseur a une licence non exclusive limitée lui permettant d'accéder aux Données de l'UNICEF et de les utiliser dans le seul but d'exécuter ses obligations découlant du Contrat. À l'exception de cette licence, le Fournisseur n'a aucun autre droit, exprès ou implicite, sur les Données de l'UNICEF ou leur contenu.

5.6 Le Fournisseur confirme qu'il dispose de mesures de protection des données conformes à toutes les normes applicables en la matière et aux exigences légales et qu'il

CG pour les Services CG-SERVICES 5 mai 2017

13

s'engage à les appliquer à la collecte, au stockage, à l'exploitation, au traitement, à la conservation et à la destruction des Données de l'UNICEF. Il s'engage à se conformer à toutes orientations ou conditions d'accès et de divulgation des Données de l'UNICEF qui lui sont notifiées.

5.7 Le Fournisseur prend toutes les dispositions utiles pour assurer la séparation logique des Données de l'UNICEF d'autres informations dans toute la mesure du possible. Il utilise des garanties et des contrôles (infrastructures administratives, techniques, physiques, procédurales et sécuritaires, installations, outils, technologies, pratiques et autres mesures de protection) nécessaires et suffisants pour s'acquitter de ses obligations de confidentialité visées au présent article qui s'appliquent aux Données de l'UNICEF. Si l'UNICEF en fait la demande, le Fournisseur lui fournit des copies des politiques applicables et une description des garanties et des contrôles qu'il utilise pour s'acquitter de ses obligations au titre du présent paragraphe, ces politiques et cette description étant traitées comme des Informations confidentielles du Fournisseur dans le cadre du Contrat. L'UNICEF peut évaluer l'efficacité de ces garanties, contrôles et mesures de protection, et, s'il en fait la demande, le Fournisseur lui apporte sa pleine coopération dans le cadre d'une telle évaluation sans frais supplémentaires pour l'UNICEF. Le Fournisseur et son Personnel ne procèdent en aucun cas au transfert, à la duplication, à la suppression ou au stockage de Données de l'UNICEF sur un site, réseau ou système de ce dernier sans l'approbation écrite préalable d'un responsable autorisé de l'UNICEF.

5.8 Sauf stipulation contraire du Contrat ou avec le consentement écrit préalable de l'UNICEF, le Fournisseur n'installe aucun logiciel ou application sur une machine, un réseau ou un système de l'UNICEF. Le Fournisseur déclare et garantit à l'UNICEF que les Services et les Prestations prévus au Contrat ne contiennent aucun Code de désactivation et que l'UNICEF ne recevra du Fournisseur aucun Code de désactivation dans le cadre de l'exécution du Contrat. Sans préjudice des autres droits et voies de droit de l'UNICEF, si un Code de désactivation est identifié, le Fournisseur prend, à ses frais exclusifs, toutes les mesures nécessaires pour : a) restaurer ou reconstituer toutes les Données que l'UNICEF et des Utilisateurs finaux auraient perdues du fait du Code de désactivation; b) fournir à l'UNICEF une version corrigée des Services sans Code de désactivation; c) au besoin, exécuter les Services de nouveau.

5.9 En cas d'Incident de sécurité, le Fournisseur prend, le plus tôt possible après avoir eu connaissance de cet Incident et à ses frais exclusifs, les mesures suivantes : a) informer l'UNICEF de l'Incident de sécurité et des mesures correctives proposées; b) mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour atténuer ou réparer les dommages; c) le cas échéant, rétablir l'accès de l'UNICEF et, sur instruction de celui-ci, des Utilisateurs finaux, aux Services. Le Fournisseur tient l'UNICEF informé de l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures d'atténuation et de réparation des dommages. Il coopère pleinement, à ses frais exclusifs, aux mesures d'enquête, de réparation et d'intervention prises par l'UNICEF en cas d'Incident de sécurité. Si le Fournisseur ne parvient pas à résoudre, à la satisfaction raisonnable de l'UNICEF, l'Incident de sécurité, ce dernier peut résilier le Contrat avec effet immédiat.

CG pour les Services CG-SERVICES 5 mai 2017

14

Prestataires de services et sous-traitants

5.10 Le Fournisseur impose à ses prestataires de services, sous-traitants et autres tiers les mêmes exigences en matière de protection des données et de non-divulgaration des Informations confidentielles que celles qui lui sont imposées au présent article, et s'engage à les faire respecter par ceux-ci.

Expiration du Contrat

5.11 À l'expiration du Contrat ou en cas de résiliation anticipée de celui-ci, le Fournisseur :

a) Restitue à l'UNICEF toutes les Informations confidentielles qu'il a reçues de lui, y compris les Données de l'UNICEF, ou, au choix de ce dernier, détruit toutes les copies des informations que lui ou ses sous-traitants détiennent et confirme par écrit cette destruction à l'UNICEF;

b) Transfère à l'UNICEF toutes les informations se rapportant à la propriété intellectuelle ou autre, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 5.1.

6. RESILIATION; FORCE MAJEURE

Résiliation par l'une des Parties pour manquement important

6.1 En cas de manquement important par une Partie à l'une quelconque de ses obligations résultant du Contrat, l'autre peut lui adresser un avis écrit lui enjoignant de corriger le manquement, dans la mesure où il peut l'être, dans les trente (30) jours suivant la réception dudit avis. Si la Partie en défaut ne remédie pas au manquement dans le délai de trente (30) jours ou si le manquement ne peut être corrigé, l'autre Partie peut résilier le Contrat. La résiliation prend effet trente (30) jours après la réception, par la Partie en défaut, de l'avis de résiliation écrit. L'ouverture d'une procédure de conciliation ou d'arbitrage, conformément à l'article 9 (Privilèges et immunités; règlement des différends) ci-dessous, ne constitue pas un motif de résiliation du Contrat.

Droits supplémentaires de résiliation de l'UNICEF

6.2 Outre les droits de résiliation prévus au paragraphe 6.1 ci-dessus, l'UNICEF peut résilier le Contrat avec effet immédiat sur remise d'un avis écrit à cet effet, sans frais de résiliation ni aucune autre obligation de quelque nature :

a) Dans les situations prévues à l'article 7 (Normes déontologiques) et conformément aux conditions qui y sont énoncées;

b) Si le Fournisseur enfreint l'une des dispositions des paragraphes 5.2 à 5.11 (Confidentialité; protection des données et sécurité);

CG pour les Services CG-SERVICES 5 mai 2017

15

c) Si le Fournisseur : i) est déclaré en faillite, fait l'objet d'une mesure de liquidation, devient insolvable, demande un moratoire de ses dettes ou demande à être déclaré insolvable; ii) obtient un moratoire de ses dettes ou est déclaré insolvable; iii) procède à une cession au bénéfice d'un ou plusieurs de ses créanciers; iv) voit ses biens placés sous administration judiciaire pour cause d'insolvabilité; v) propose à ses créanciers un règlement amiable pour éviter d'être déclaré en faillite ou insolvable; vi) a connu, de l'avis raisonnable de l'UNICEF, une détérioration de sa situation financière telle qu'elle risque d'empêcher ou de compromettre gravement l'exécution par lui des obligations découlant du Contrat.

6.3 Outre les droits de résiliation prévus aux paragraphes 6.1 et 6.2 ci-dessus, l'UNICEF peut résilier le Contrat en tout temps sur remise d'un avis écrit adressé au Fournisseur dans tous les cas où le mandat ou le financement de l'UNICEF se rapportant à l'exécution du Contrat est réduit ou annulé, en tout ou en partie. L'UNICEF peut également résilier le Contrat moyennant un préavis écrit de soixante (60) jours adressé au Fournisseur sans avoir à motiver sa décision.

6.4 Dès qu'il reçoit un avis de résiliation de l'UNICEF, le Fournisseur prend immédiatement les dispositions nécessaires pour mettre fin rapidement et de façon ordonnée aux activités qu'il avait entreprises pour s'acquitter des obligations découlant du Contrat, en veillant à n'engager à cette fin que le minimum de dépenses; il s'abstient, à compter de la date de réception de l'avis de résiliation, de prendre de nouveaux engagements dans le cadre du Contrat. En outre, il prend toutes autres dispositions qu'il juge nécessaires ou que l'UNICEF lui demande par écrit de prendre pour réduire les risques de pertes et pour assurer la protection et la préservation des biens, corporels ou incorporels, qui se trouvent en sa possession dans le cadre de l'exécution du Contrat et sur lesquels l'UNICEF détient ou est susceptible d'acquérir des droits.

6.5 En cas de résiliation du Contrat, le Fournisseur remet immédiatement à l'UNICEF tout travail fini qui n'a pas été livré et accepté avant la réception de l'avis de résiliation, ainsi que toute donnée, matériel ou travail en cours au titre du Contrat. Si l'UNICEF obtient l'assistance d'une autre partie pour continuer les Services ou compléter tout travail inachevé, le Fournisseur apportera une coopération raisonnable à l'UNICEF et à cette partie dans la migration ordonnée des Services et le transfert de toute donnée, et de tout matériel et travail en cours relatif au Contrat. Le Fournisseur restitue, en même temps, à l'UNICEF toutes les Informations confidentielles qu'il lui a fournies et lui transfère toutes les informations sur les droits de propriété intellectuelle et autres droits de propriété conformément à l'article 5.

6.6 En cas de résiliation du Contrat, le Fournisseur n'a droit au paiement par l'UNICEF que des Services et des Prestations attendues fournis à sa satisfaction conformément au Contrat et uniquement si ceux-ci étaient requis ou demandés avant la réception par le Fournisseur de l'avis de résiliation, ou en cas de résiliation par lui-même, avant la date de prise d'effet de cette résiliation. Le Fournisseur n'a droit à aucun paiement autre que ceux prévus au présent paragraphe, mais il demeure responsable envers l'UNICEF de toute perte ou tout dommage que ce dernier pourrait subir en raison d'un manquement de sa part (notamment quant au coût de l'acquisition et de la fourniture de Services ou de Prestations de remplacement).

CG pour les Services CG-SERVICES 5 mai 2017

16

6.7 Les droits de résiliation visés au présent article s'ajoutent à tous les autres droits et voies de droit dont dispose l'UNICEF au titre du Contrat.

Force majeure

6.8 Si un cas de force majeure met définitivement une Partie dans l'incapacité totale ou partielle d'honorer les obligations qui lui incombent au titre du Contrat, l'autre Partie peut résilier celui-ci aux conditions énoncées au paragraphe 6.1, sauf que le délai de préavis est alors réduit à sept (7) jours au lieu de trente (30) jours. Le terme « Force majeure » s'entend de tout fait imprévisible et imparable résultant de causes indépendantes de la volonté des Parties et comprend les phénomènes naturels, les actes de guerre (que celle-ci ait été déclarée ou non), les invasions, les révolutions, les insurrections, les actes de terrorisme et tous autres événements de nature ou de gravité comparable. Sont toutefois exclus : a) tout fait causé par la négligence ou l'action intentionnelle d'une Partie; b) tout fait qu'une partie diligente aurait raisonnablement dû prendre en considération ou prévoir au moment où le Contrat a été conclu; c) l'insuffisance de fonds, l'impossibilité d'effectuer les paiements requis au titre du Contrat ou tout phénomène économique, y compris l'inflation, l'augmentation des prix ou la disponibilité de la main-d'œuvre; d) tout fait résultant de conditions difficiles ou de problèmes logistiques rencontrés par le Fournisseur (y compris les troubles civils) en raison des lieux où l'UNICEF intervient ou est sur le point de le faire ou d'où il se retire, ou lié aux activités d'aide humanitaire, d'urgence ou d'intervention de l'UNICEF.

7. NORMES DEONTOLOGIQUES

7.1 Sous réserve de la portée générale des dispositions de l'article 2, le Fournisseur assume la responsabilité des qualités professionnelles et techniques de son Personnel et s'engage à confier l'exécution des travaux prévus au Contrat à des personnes fiables et compétentes qui font preuve d'efficacité dans l'exécution des obligations découlant du Contrat tout en respectant les lois et traditions locales et les normes les plus élevées de comportement moral et éthique.

7.2 a) Le Fournisseur déclare et garantit qu'il n'a offert et n'offrira à aucun fonctionnaire de l'UNICEF ou d'un organisme du système des Nations Unies quelque avantage direct ou indirect relativement au Contrat, notamment en vue de l'adjudication de celui-ci. Sont notamment considérés comme un tel avantage direct ou indirect les cadeaux, les faveurs ou l'hospitalité.

b) Le Fournisseur déclare et garantit que les exigences ci-après concernant les anciens fonctionnaires de l'UNICEF ont été respectées et continueront de l'être :

i) Au cours de l'année qui suit la cessation d'emploi d'un fonctionnaire de l'UNICEF, il lui est interdit de faire à celui-ci une offre d'emploi directe ou indirecte si, au cours des trois années précédant la fin de son engagement, il a participé à quelque aspect d'un processus d'approvisionnement de l'UNICEF auquel lui-même a pris part.

ii) Au cours des deux (2) années suivant sa cessation d'emploi à l'UNICEF, il est

CG pour les Services CG-SERVICES 5 mai 2017

17

interdit à l'ancien fonctionnaire de communiquer avec l'UNICEF en son nom ou d'intervenir en sa faveur, directement ou indirectement, relativement à toute question relevant des responsabilités qu'il assumait en son sein.

c) Le Fournisseur déclare également, en ce qui concerne tous les aspects du Contrat (y compris l'adjudication de celui-ci par l'UNICEF, ainsi que la sélection des sous-traitants et l'attribution de contrats de sous-traitance), qu'il a fait part à l'UNICEF de toute situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts réel ou potentiel ou d'être raisonnablement perçue comme telle.

7.3 Le Fournisseur déclare et garantit également que ni lui ni ses Sociétés affiliées, son Personnel ou ses administrateurs n'ont fait l'objet d'aucune sanction ou suspension temporaire imposée par un organisme du système des Nations Unies ou par une autre organisation intergouvernementale internationale. Le Fournisseur informe immédiatement l'UNICEF si lui-même ou l'une de ses Sociétés affiliées ou son Personnel ou ses administrateurs font l'objet d'une telle sanction ou suspension temporaire pendant la durée du Contrat.

7.4 Le Fournisseur : a) s'engage à observer les normes déontologiques les plus élevées; b) s'efforce de protéger l'UNICEF contre la fraude dans l'exécution du Contrat; c) se conforme aux dispositions applicables du règlement de l'UNICEF en matière d'interdiction et de lutte contre la fraude et la corruption. En particulier, il s'interdit tout acte de corruption ou manœuvre frauduleuse, coercitive, collusive ou obstructive au sens du règlement de l'UNICEF en matière d'interdiction et de lutte contre la fraude et la corruption; cet engagement vaut également pour les membres de son Personnel, ses agents et sous-traitants.

7.5 Pendant la durée du Contrat, le Fournisseur se conforme : a) à toutes les lois, ordonnances, règles et règlements applicables à l'exécution de ses obligations au titre du Contrat; b) aux normes de conduite énoncées par le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies (disponible sur le site Web du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies à l'adresse www.ungm.org).

7.6 Le Fournisseur déclare et garantit que ni lui ni ses Sociétés affiliées ne se livrent, directement ou indirectement : a) à quelque pratique incompatible avec les droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris l'article 32, ou la Convention de l'Organisation internationale du Travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, n° 182 (1999); b) à la fabrication, la vente, la distribution ou l'utilisation de mines antipersonnel ou de composants utilisés dans la fabrication de mines antipersonnel.

7.7 Le Fournisseur déclare et garantit qu'il a pris et continuera de prendre toutes les mesures voulues pour prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles de la part de son Personnel, y compris ses employés ou toute personne engagée par lui pour fournir quelque service dans le cadre du Contrat. En ce sens, toute activité sexuelle avec une personne de moins de 18 ans, indépendamment des lois relatives à l'âge de consentement, constitue une forme d'exploitation ou d'atteintes sexuelles contre cette personne. En outre, le Fournisseur déclare et

garantit qu'il a pris et continuera de prendre toutes les mesures voulues pour interdire à son Personnel, y compris ses employés et toute autre personne engagée par lui, de fournir une somme d'argent, des biens, des services ou quelque autre contrepartie en échange de faveurs sexuelles ou d'activités de nature sexuelle à caractère dégradant. Cette disposition constitue une condition fondamentale du Contrat et tout manquement à cet égard donne à l'UNICEF le droit de résilier le Contrat immédiatement, sur avis adressé au Fournisseur, sans aucuns frais de résiliation ou autre obligation de quelque nature.

7.8 Le Fournisseur informe l'UNICEF dès qu'il a connaissance d'une situation ou d'un signalement incompatible avec les engagements et déclarations prévus au présent article.

7.9 Le Fournisseur reconnaît et convient que chacune des dispositions du présent article constitue une condition fondamentale du Contrat.

a) L'UNICEF se réserve le droit, à son entière discrétion, de suspendre ou de résilier avec effet immédiat le Contrat et tout autre contrat passé entre lui et le Fournisseur sur avis écrit adressé à ce dernier si : i) il a connaissance d'une situation ou d'un signalement incompatible avec le Contrat ou en cas de manquement par le Fournisseur à l'un ou l'autre des engagements et déclarations prévus au présent article ou aux dispositions correspondantes de tout contrat le liant au Fournisseur ou à l'une de ses Sociétés affiliées; ii) le Fournisseur ou l'une de ses Sociétés affiliées, son Personnel ou ses administrateurs font l'objet d'une sanction ou suspension temporaire au sens du paragraphe 7.3 pendant la durée du Contrat.

b) En cas de suspension, si le Fournisseur prend les mesures voulues pour remédier à la situation ou au manquement en question à la satisfaction de l'UNICEF et dans le délai stipulé dans l'avis de résiliation, l'UNICEF peut lever la suspension par notification écrite au Fournisseur, le Contrat et tous les autres contrats concernés recommençant dès lors à produire leurs effets conformément à leurs stipulations. Si toutefois l'UNICEF n'est pas convaincu que le Fournisseur prend à cœur la résolution satisfaisante de l'affaire, il peut en tout temps exercer son droit de résilier le Contrat et tout autre contrat le liant au Fournisseur.

c) La suspension ou résiliation au titre du présent article 7 n'entraîne aucuns frais de résiliation ni aucune autre obligation ou autre forme de responsabilité de quelque nature.

8. PLEINE COOPERATION AUX AUDITS ET ENQUETES

8.1 L'UNICEF est en droit d'effectuer des inspections, des audits après paiement ou des enquêtes sur tout aspect du Contrat, y compris son adjudication, son exécution et les prestations des Parties en général, y compris l'observation par le Fournisseur des dispositions de l'article 7 ci-dessus. Le Fournisseur coopère pleinement et en temps voulu aux inspections, audits après paiement et enquêtes, notamment en donnant accès à son Personnel et à tous documents et données utiles, suivant des modalités de temps et autres qui soient raisonnables, et accorde à l'UNICEF et aux inspecteurs, vérificateurs ou enquêteurs l'accès à ses locaux à des moments et dans des conditions raisonnables afin qu'ils puissent avoir accès à son Personnel et à tous documents et données utiles. Le Fournisseur exige de ses sous-traitants et agents, y compris

ses avocats, comptables et autres conseillers, qu'ils apportent leur concours raisonnable aux inspections, audits après paiement et enquêtes effectués par l'UNICEF.

9. PRIVILEGES ET IMMUNITES; REGLEMENT DES DIFFERENDS

9.1 Aucune disposition du Contrat ni aucun élément y afférent ne doit s'interpréter comme une renonciation, expresse ou implicite, volontaire ou involontaire, à l'un ou l'autre des privilèges et immunités conférés à l'Organisation des Nations Unies, y compris l'UNICEF et ses organes subsidiaires, par la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies de 1946, ou autrement.

9.2 Aucun système de droit national ou local ne peut être invoqué pour l'interprétation ou l'application des stipulations et des conditions du Contrat.

9.3 Les Parties font tout leur possible pour régler à l'amiable tout différend, contestation ou réclamation découlant du Contrat ou s'y rapportant. Si les Parties souhaitent y parvenir par voie de conciliation, elles appliquent le Règlement de conciliation de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), dans sa version en vigueur, ou toute autre procédure dont elles pourraient convenir d'un commun accord. Tout différend, contestation ou réclamation découlant du Contrat qui n'est pas résolu dans un délai de quarante-deux (42) jours après que l'une des Parties a reçu de l'autre une demande de règlement à l'amiable peut être soumis à arbitrage par l'une ou l'autre. L'arbitrage a lieu conformément au Règlement d'arbitrage en vigueur de la CNUDCI, dans la ville de New York aux États-Unis d'Amérique. Le tribunal arbitral rend ses décisions sur la base des principes généraux du droit commercial international. Il n'est pas habilité à accorder de réparation pour préjudice moral ou à ordonner le paiement d'intérêts à un taux supérieur au taux interbancaire alors en vigueur à Londres (LIBOR) ou d'intérêts composés. La sentence rendue à l'issue d'une telle procédure arbitrale s'impose aux Parties et règle définitivement leur différend, contestation ou réclamation.

10. AVIS

10.1 Tout avis, demande ou consentement requis ou autorisé aux termes du Contrat doit être formulé par écrit et adressé au destinataire désigné à cet effet. Il est remis en mains propres, transmis par courrier recommandé ou par courrier électronique avec accusé de réception. Il est réputé avoir été reçu, selon le cas, au moment de sa remise en mains propres, de la signature du récépissé en cas d'envoi par courrier recommandé ou vingt-quatre (24) heures après l'envoi de l'accusé de réception depuis l'adresse électronique du destinataire en cas d'envoi par courrier électronique avec accusé de réception.

10.2 Tout avis, document ou récépissé délivré dans le cadre du Contrat doit être conforme aux stipulations et conditions de celui-ci, lesquelles prévalent en cas d'ambiguïté, de divergence ou d'incohérence.

10.3 Tous les documents formant le Contrat et tous les documents, avis et récépissés établis ou fournis sous son régime ou s'y rapportant sont réputés comporter les stipulations de

l'article 9 (Privilèges et immunités; règlement des différends), et sont interprétés et appliqués en conséquence.

11. DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Le Fournisseur reconnaît l'engagement de l'UNICEF en faveur de la transparence, ainsi que l'énonce la Politique de celui-ci en matière de divulgation de l'information, et confirme qu'il consent à la communication au public, si l'UNICEF le juge opportun et selon les modalités fixées par lui, des stipulations et conditions du Contrat.

11.2 L'inaction de l'une des Parties à l'égard de tout manquement par l'autre aux conditions du Contrat, n'emporte en aucun cas renonciation à la violation ou au manquement, ni à quelque autre violation, manquement ou faute à venir, et ne doit pas être interprétée comme telle.

11.3 Dans ses relations avec l'UNICEF, le Fournisseur a qualité d'entrepreneur indépendant. Aucune disposition du Contrat ne peut être interprétée comme plaçant les Parties dans un rapport de mandat ou de coentreprise.

11.4 Le Fournisseur ne peut, sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'UNICEF, céder, transférer, donner en gage ou autrement aliéner le Contrat, en tout ou partie, ou les droits et obligations en découlant.

11.5 Ni l'octroi d'un délai au Fournisseur pour remédier à un défaut dans le cadre du Contrat, ni l'exercice tardif ou le non exercice, par l'UNICEF, d'une autre voie de droit à sa disposition au titre du Contrat, ne doit être interprété comme portant préjudice ou renonciation aux droits ou voies de droit dont l'UNICEF dispose au titre du Contrat.

11.6 Le Fournisseur s'interdit de chercher à saisir ou à grever d'une charge ou d'une sûreté les sommes dues ou devenant exigibles au titre du Contrat ou d'autoriser qui que ce soit d'autre à le faire, et il s'engage à lever ou faire lever toute saisie, charge ou sûreté existante.

11.7 Le Fournisseur s'abstient de faire état publiquement, à des fins commerciales ou publicitaires, de sa relation contractuelle avec l'UNICEF ou l'Organisation des Nations Unies. Hormis les références au nom de l'UNICEF dans les rapports annuels ou les communications entre lui et ce dernier, son Personnel et ses sous-traitants, il s'abstient d'utiliser, de quelque manière que ce soit, dans le cadre de ses activités et sans l'autorisation écrite de l'UNICEF, le nom, l'emblème ou le sceau officiel de celui-ci ou de l'Organisation des Nations Unies, ou toute abréviation du nom s'y rapportant.

11.8 Le Contrat peut être traduit dans d'autres langues. La traduction du Contrat est faite par souci de commodité uniquement et la version anglaise prévaut en toutes circonstances.

11.9 Aucune modification du Contrat, aucune renonciation à l'une de ses stipulations, ni aucun autre rapport contractuel avec le Fournisseur ne peut être réputé valable et opposable à l'UNICEF à moins d'avoir été constaté sous la forme d'un avenant écrit au Contrat, signé par un

CG pour les Services CG-SERVICES 5 mai 2017

21

responsable autorisé de l'UNICEF.

11.10 La fourniture des Services et Prestations attendues et l'expiration ou la résiliation anticipée du Contrat sont sans effet sur l'application des dispositions énoncées aux paragraphes 2.14., 3.8, 3.9, 4, 5, 7, 8, 9, 11.1, 11.2 et 11.7.
